



*Projet de Gestion Intégrée des Ressources en Eau : « Maji Ya Amani »*



REVUE DE FIN DU PROJET IWRM/ MAJI YA AMANI

RAPPORT FINAL

Par

SADIKI BYOMBUKA Onésime, Consultant

Février 2021

## TABLE DES MATIERES

Titres	Pages
SIGLES ET ABREVIATION	3
RESUME EXECUTIF	4
1. INTRODUCTION	6
1.1. Contexte et brève description du projet	6
1.2. Contexte de l'évaluation et questions clés	7
1.3. Méthodologie et déroulement de l'évaluation	9
1.4. Difficultés et limites de l'évaluation	11
2. PRINCIPAUX RESULTATS DE L'EVALUATION ET ANALYSES	11
2.1. Progrès sur les indicateurs principaux des objectifs et des résultats du projet	11
2.2. Les grandes réalisations du projet Maji ya Amani	40
2.3. Analyse des critères principaux d'appréciation du projet	41
2.3.1. Pertinence du projet	42
2.3.2. Efficacité du projet	43
2.3.3. Efficience du projet	46
2.3.4. Impact du projet	47
2.3.5. Durabilité du projet	49
2.3.6. Adéquation et cohérence des stratégies d'intervention	50
2.3.7. Coordination et gestion du projet	52
2.4. Vue synoptique des forces, faiblesses, opportunités et contraintes du projet	53
3. LEÇONS ET BONNES PRATIQUES TIREES DE L'EVALUATION DU PROJET	56
4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	57
4.1. Conclusions tirées de l'analyse des critères d'évaluation	57
4.2. Conclusions particulières	59
4.3. Recommandations	59
ANNEXES	60

## SIGLES ET ABREVIATIONS

- ACEP : Association des Consommateurs d'Eau Potable
- AGR : Activité Génératrice de Revenu
- ASCODER : Assise Communautaire pour le Développement Rural
- AVEC : Association Villageoise d'Epargne et de Crédit
- CARG : Conseil Agricole et Rural de Gestion
- CICF : Cadre Inclusif de Gestion des Conflits et du Foncier
- COOPAILU : Coopérative Agricole des usagers de l'Irrigation de Luberizi
- COOPEC : Coopérative d'Epargne et de Crédit
- COOSOPRODA : Coopérative de Solidarité pour la Production des Denrées Agricoles
- FARDC : Forces Armées de la République Démocratique du Congo
- IITA : International Institute of Tropical Agriculture
- IRC : International Rescue Committee
- ISSSS/I4S : International Security and Stabilization Support Strategy
- IWRM : Integrated Water Resource Management
- MONUSCO : Mission Onusienne pour la Stabilisation du Congo
- MyA : Maji ya Amani (Eau pour la Paix)
- ONG : Organisation Non Gouvernementale
- PF : Planification Familiale
- PNSR : Programme National de la santé de la Reproduction
- PEJAB : Programme des Jeunes Entrepreneur dans l'Agriculture et l'Agrobusiness
- Q. : Question
- RDC : République Démocratique du Congo (DRC)
- SFCG : Search For Common Ground
- SNHR : Service National de l'Hydraulique Rurale
- STAREC : Stabilization and Reconstruction Project for War-Affected Areas
- VBG & SR : Violence basée sur le Genre et Santé de la Reproduction
- ZOA : Zuid Oost Asia (Aide-pour l'Asie de l'Ouest)
- % : Pourcentage

## RESUME EXECUTIF

Le projet « Integrated Water Resource Management- IWRM/Maji Ya Amani » est un projet mis en œuvre de mai 2017 à fin février 2021, avec un budget de 24.300.000 USD, dans le Groupement de Luberizi par le consortium comprenant trois ONG internationales : Search For Common Ground (SFCG), ZOA et International Rescue Committee (IRC), qui en a assuré le lead. Ce projet a été financé par le Gouvernement Néerlandais, à travers son Ministère des relations extérieures, dans le cadre d'appuyer le Gouvernement Congolais à stabiliser la plaine de la Ruzizi à travers la stratégie «International Security and Stabilization Support Strategy for the Eastern DRC / ISSSS ou I4S ».

Cette revue de fin de projet (endline) réalisée en janvier-février 2021, après une revue de mi-parcours en juillet 2019, est une composante importante de l'évaluation finale qui vise à déterminer si le projet Maji ya Amani a atteint ou non ses objectifs et évaluer ainsi son efficacité, sa pertinence, celle des actions ainsi que des stratégies de mise en œuvre utilisées, l'efficacité de ses actions et des moyens, ainsi que de la méthodologie de mise en œuvre ; et voir dans quelle mesure les résultats atteints seront pérennes en termes de durabilité.

Les résultats de la récolte des données quantitatives par enquête ménages et des données qualitatives récoltées à travers l'analyse documentaire, les entretiens, focus groups et visites démontrent une grande performance du projet. Par exemple, Le projet a beaucoup amélioré l'accès sûr et durable des ménages à la terre dans la zone irriguée et non irriguée (de 4,10% des ménages en début du projet à 40,8% de ménages de tous les groupes ethniques qui le confirment vers la fin du projet). Les 219 titres fonciers groupés déjà octroyés grâce au projet couvrent 1035 hectares et bénéficient à 3045 propriétaires, hommes et femmes de différents groupes ethniques.

L'accès des ménages à l'eau potable et à l'eau d'irrigation dans le groupement de Luberizi a connu un bond positif terrible du fait du projet (de 0,6% à 99,5% pour l'eau potable et de 1,0% à 91,2% pour l'eau d'irrigation, selon la perception des ménages bénéficiaires). Il y a une large perception parmi les ménages bénéficiaires selon laquelle les conflits en rapport avec l'accès et l'utilisation de l'eau ont diminué : 74,3% des ménages de différentes ethnies trouvent que les conflits liés à l'eau potable ont diminué et 80,5% des ménages le disent pour l'eau d'irrigation. Entretemps, 88,6% des ménages constatent que l'influence des femmes dans la gestion de l'eau a bien augmenté.

Les ménages font état d'un certain engagement dans les AGR, y compris pour les femmes et les jeunes : en janvier 2021, 33% des ménages de différents groupes ethniques (dont 24% pour les femmes et 24,1% pour les jeunes), comparativement à la situation au début du projet en 2017 où cette proportion des déclarations était de 13,6% dans l'ensemble avec 6,4% pour les femmes et 8,5% pour les jeunes. La proportion d'agriculteurs qui appliquent des pratiques agricoles améliorées grâce à l'encadrement du projet a fortement augmenté (81% vers la fin du projet pour une cible attendue de 60%). La contribution du crédit à l'augmentation de leur production agricole est bien reconnue par 59,3% ménages. Les ménages reconnaissent fortement que l'augmentation des activités

économiques locales a un impact positif sur la sécurité et la cohésion sociale dans leur milieu, avec une proportion de 96,4% dont 48,7% pour les femmes et 33,2% pour les jeunes. Toutefois, la perception d'augmentation des revenus des ménages depuis le début du projet n'est pas aussi forte que cela était espéré (27,4% des déclarations positives par rapport à la cible fin projet de 50%).

Malgré tous ces changements positifs importants induits par le projet, il est important de noter que l'attentisme de la population bénéficiaire, le contexte local de conflits multiformes et de suspicions, le désœuvrement de la jeunesse, des difficultés internes de coordination entre membres du consortium ainsi que des changements et retards dans l'exécution de certaines activités ou volets du projet sont parmi les facteurs défavorables qui ont gêné l'efficacité et l'efficience du projet. )

Le succès du projet en termes de réalisations et de changements induisant une réduction des conflits et une contribution importante à la stabilisation du groupement de Luberizi et de la plaine de la Ruzizi est évident mais il nécessite une consolidation au vu de la durée pas très longue de l'intervention (46 mois) dans un contexte fragile et variable qui a occasionné des modifications, des adaptations, des retards et des processus laborieux d'appropriation et de construction de confiance avec les communautés locales.

Pour capitaliser sur la riche expérience du projet Maji ya Amani, cette évaluation formule les trois recommandations suivantes :

1) Envisager des mécanismes de consolidation du succès du projet au vu du contexte fragile de la plaine de la Ruzizi et de l'Est du pays en général notamment par l'achèvement des travaux en cours (canal d'irrigation, construction du bureau de la circonscription foncière, processus de protection et de gestion du bassin versant, renforcement de ACEP et COOPAILU et d'autres ) et la projection des interventions futures susceptibles de renforcer et d'accroître les acquis de certains volets du projet Maji ya Amani.

2) Envisager des interventions post-projet de passation d'expertise et d'approfondissement de celle-ci auprès des individus clés (comme les leaders communautaires, les paysans innovateurs, les jeunes et les femmes) et des structures locales ayant collaboré avec le projet en matière de résolution des conflits et de réalisation commune et inclusive des initiatives de développement, notamment.

3) Envisager la replication de l'expérience du projet Maji ya Amani dans d'autres groupements ou localités sensibles de la plaine de la Ruzizi en utilisant les types d'activités intégrées, les stratégies d'intervention et l'accompagnement par des analyses et par des processus de résolution des conflits et de renforcement de cohésion sociale intra et intercommunautaire de manière à créer dans la plaine de la Ruzizi une sorte de "modèle Maji ya Amani de stabilisation communautaire" qui peut inspirer plus largement des interventions ailleurs dans le pays et hors du pays.

## 1. INTRODUCTION

### 1.1. Contexte et brève description du projet

Le projet « Integrated Water Resource Management- IWRM/Maji Ya Amani » est un projet mis en œuvre dans le Groupement de Luberizi par le consortium comprenant trois ONG internationales : Search For Common Ground (SFCG), ZOA et International Rescue Committee (IRC), qui en a assuré le lead. Ce projet a été financé par le Gouvernement Néerlandais, à travers son Ministère des relations extérieures, dans le cadre d'appuyer le Gouvernement Congolais à stabiliser la plaine de la Ruzizi à travers la stratégie « International Security and Stabilization Support Strategy for the Eastern DRC / ISSSS ou I4S ».

Le projet vise à améliorer l'accès et la gestion des ressources naturelles de la zone, en particulier l'eau et la terre dans le Groupement de Luberizi. Il a été dénommé 'Maji Ya Amani' expression de langue Kiswahili qui signifie 'L'eau de la Paix', car il adopte une approche intégrée pour réduire les conflits et promouvoir la paix entre membres des groupes ethniques présents à Luberizi. En effet, tout en assurant l'accroissement de la stabilité dans la plaine de la Ruzizi grâce à un accès accru et plus équitable à la terre et à l'eau pour usage domestique et agricole, le projet prône une meilleure gouvernance de la gestion de ces ressources.

Le groupement de Luberizi, cible géographique et opérationnelle du projet, se situe dans la chefferie de la Plaine de la Ruzizi, en territoire d'Uvira, dans la province du Sud-Kivu, à l'Est de la République Démocratique du Congo, juste en face du Burundi, pays voisin dont la frontière naturelle avec la RDC dans cette plaine est la rivière Ruzizi. Les groupes ethniques qui composent la population du groupement de Luberizi sont, hormis les membres d'autres tribus venus d'ailleurs et vivant en petit nombre dans le groupement, sont principalement les Bafuliru, les Barundi, les Banyamulenge et les Batwa .

Au-delà du groupement de Luberizi, le projet a également touché 5 localités de la cité de Sange en ce qui concerne l'approvisionnement en eau potable d'environ 5.847 personnes et 4 villages de deux groupements de la chefferie des Bafuliru (groupement de Lemera et groupement de Kigoma) en ce qui concerne l'introduction de l'approche de Planification Intégrée des Paysans (PIP) et la protection du bassin versant de la rivière Ruzizi par le reboisement.

Le contexte général de la Plaine de la Ruzizi, tel qu'analysé par les partenaires du consortium IRC-ZOA-Search for Common Ground à la conception du projet est caractérisé notamment par des ressources abondantes en eau et en sols fertiles susceptibles de soutenir une grande augmentation de la production agricole. Mais cette production restait faible suite à l'insuffisance d'accès à l'eau d'irrigation, aux difficultés d'accès à la terre avec de nombreux conflits fonciers, au non accès aux intrants agricoles modernes et à la non utilisation des techniques et pratiques agricoles améliorées par les agriculteurs. Par ailleurs, le milieu est généralement affecté par le conflit Barundi/Bafuliru autour du pouvoir coutumier de la chefferie de la Plaine de la Ruzizi et de certains groupements de cette chefferie tel que le groupement de Luberizi, les tensions récurrentes entre agriculteurs et éleveurs, l'activisme des groupes armés et la circulation illégale d'armes, des faibles opportunités économiques et de revenus pour les habitants et surtout pour les jeunes, l'accroissement rapide de la population, les changements climatiques et la faible offre des services publics par l'Etat en termes d'infrastructures, de sécurité et de gouvernance publique. Toutefois, la zone a été retenue parmi les priorités de la stratégie I4S de la MONUSCO et bénéficie de la présence de la MONUSCO, de la Police Nationale Congolaise et des FARDC, ainsi que des interventions d'un bon nombre d'organisations humanitaires et de développement

Le budget initial du projet était de 24.300.000 USD pour une période de 46 mois (mai 2017-février 2021). Le projet avait démarré en mai 2017 avec une phase préliminaire de neuf mois jusqu'au 31 janvier 2018. Pendant cette période il avait conduit un certain nombre d'études pour une meilleure compréhension du contexte et la définition des stratégies d'intervention appropriées dans la perspective de toucher environ 28.800 personnes comme bénéficiaires. Après cette phase, la mise en œuvre des activités proprement dites avait commencé. Une revue à mi-parcours avait été conduite en août 2019. Celle-ci avait abouti à certaines réorientations et la mise en œuvre du projet s'est poursuivie, la fin étant prévue pour fin février 2021.

Le socle de conception de ce projet est bâti sur le constat établi par IRC, Search for Common Ground, ZOA et d'autres organisations selon lequel la rareté et la mauvaise gestion des ressources naturelles, notamment l'eau et la terre, dans la Plaine de la Ruzizi, est à la base d'une compétition entre groupes ethniques et au sein des groupes ethniques pour l'accès et le contrôle de ces ressources. La théorie de changement élaboré pour le projet postule qu'en promouvant une gouvernance locale plus inclusive et des structures et pratiques de résolution des conflits au niveau local dans la plaine de la Ruzizi capables de rapprocher les communautés en conflit et de soutenir des mécanismes transparent d'accès et de gestion des ressources locales, le projet va œuvrer pour les objectifs spécifiques suivants :

- 1°) Les gens (hommes, femmes et jeunes de différents groupes ethniques) du groupement Luberizi ont un meilleur accès à la terre et par conséquent les conflits fonciers sont réduits.
- 2°) Les personnes (hommes, femmes et jeunes de différents groupes ethniques) du groupement de Luberizi ont un meilleur accès à l'eau et par conséquent les conflits sur l'eau sont réduits.
- 3°) Les personnes (hommes, femmes et jeunes des différents groupes ethniques) du groupement Luberizi ont accru leur accès sûr, sécurisé, inclusif et équitable aux opportunités génératrices de revenus.
- 4°) Les gens (hommes, femmes et jeunes de différents groupes ethniques) dans la zone du projet sont conscients de la pression démographique sur les ressources naturelles et commencent à prendre des actions pour la diminuer.

Et, en définitive, la combinaison des résultats de toutes les activités liées à ces objectifs spécifiques devrait conduire à une réduction des conflits et à une augmentation de la stabilité dans la Plaine de la Ruzizi (Objectif global du projet).

## **1.2. Contexte, objectif et questions clés de l'évaluation**

### **1.2.1. Contexte et objectif de la revue de fin de projet**

Une étude de base avait été conduite en 2017 pour établir la situation de départ par rapport aux indicateurs principaux du projet et une revue à mi-parcours a été conduite en août 2019. Cette revue de fin de projet (endline), qui est une composante importante de l'évaluation finale, vise, d'une façon générale, à déterminer si le projet Maji ya Amani a atteint ou non ses objectifs et évaluer ainsi son efficacité, sa pertinence, celle des actions ainsi que des stratégies de mise en œuvre utilisées, l'efficacité de ses actions et des moyens, ainsi que de la méthodologie de mise en œuvre ; et voir dans quelle mesure les résultats atteints seront pérennes en termes de durabilité. Cette revue de fin de projet vise aussi à analyser les principaux obstacles rencontrés par le projet et les stratégies utilisées pour y faire face, à

apprécier le niveau d'appropriation des actions et résultats par les bénéficiaires ainsi que la collaboration avec les autres acteurs non étatiques et étatiques, à analyser les forces et les faiblesses dans la gestion du projet et le fonctionnement du consortium et à dégager des leçons et recommandations susceptibles d'inspirer des projets futurs similaires.

### 1.2.2. Questions clés de l'évaluation

Parmi les questions importantes auxquelles cette étude avait à apporter des réponses figurent les suivantes :

- Est-ce que les problèmes que le projet est venu résoudre étaient réels et effectivement ressentis par les bénéficiaires ?
- Le projet a-t-il atteint ses objectifs ?
- Les ressources mises à sa disposition ont-elles été bien utilisées ? Si les objectifs ont été atteints, est-ce que le projet aurait pu faire mieux avec les mêmes ressources ? Comment, pourquoi ?
- Quels sont les changements positifs, prévus et inattendus induits par le projet (particulièrement en termes de connaissances, attitudes et pratiques individuelles et collectives) ?
- En plus des résultats ou effets positifs, quels sont les résultats ou effets négatifs éventuels qui ont été créés par le projet ?
- Quels sont les facteurs internes et externes, favorables et défavorables qui ont favorisé ou bloqués les résultats ?
- Les hypothèses sont-elles valables au vue du contexte actuel ? Sont-elles confirmées, infirmées ou nuancées ?
- Le travail en consortium (IRC, SFCG et ZOA) a-t-il eu un impact positif ou négatif ? Comment ?
- La collaboration avec les services techniques et les autorités étatiques a-t-elle contribué à la réussite du projet ?
- Quels sont les facteurs qui ont facilité ou rendu efficace la gestion du projet, et ceux qui ont rendu difficile ou inefficace la gestion du projet ?
- Les principales stratégies d'intervention adoptées par le projet étaient-elles adéquates au contexte et à la nature des activités du projet ?
- Quelles pratiques auraient dues être abandonnées (et qu'est-ce qui aurait dû être fait autrement?)
- Y a-t-il eu de la complémentarité entre les différents volets et composantes du projet ?
- Le travail avec les deux autres consortiums W4V et My FARM a-t-il eu un impact positif ou négatif ?
- Le projet a-t-il travaillé en complémentarité avec les autres intervenants dans le cadre de la stratégie I4S ?
- Le projet a-t-il contribué à la stabilisation ? Si oui, comment ?
- Le projet est-il sensible au conflit?



- Le projet a-t-il travaillé de manière participative et inclusive par rapport aux aspects de genre, minorités ethniques et tranche d'âge des jeunes (18-35 ans) ?
- Quels éléments et actions clés devraient être pris en compte si le bailleur décidait de financer un projet similaire dans une autre zone d'intervention ou d'en faire une extension en termes de zone d'intervention ?
- Les acquis du projet ont-ils de chance d'être durables et demeurer longtemps après le projet ?
- Quels aspects méritent encore une consolidation pour une certaine période au-delà de fin février 2021 si l'on veut plus d'impact, de durabilité et pérennisation ?

### **1.3. Méthodologie et déroulement de l'évaluation**

#### **1.3.1. Méthodologie utilisée**

La méthodologie utilisée a comporté deux grands volets :

a) La collecte des données quantitatives à travers une enquête ménages

b) La collecte des données qualitatives à travers les techniques suivantes :

-L'exploitation documentaire : lecture des documents de conception du projet, des rapports du projet, des rapports des études de base et de la revue à mi-parcours et des rapports d'audit externe disponibles ;

-Entretiens individuels : avec les leaders communautaires, les staffs responsables de la mise en œuvre des activités au sein des organisations membres du consortium, les informateurs clés au sein de la communauté, des services techniques et des instances politico-administratives impliquées ou ayant connaissance du projet ;

-Des échanges en focus groups avec les bénéficiaires et des structures locales telles que l'Association des Consommateurs d'Eau Potable (ACEP), la Coopérative des Agriculteurs de Luberizi (COPAILU), le Cadre Inclusif de gestion des Conflits et du Foncier (CICF), les jeunes entrepreneurs, les relais communautaires, les comités de paix, les groupes de paysans innovateurs issus de l'application de l'approche PIP dans le bassin versant ;

-Des observations directes des réalisations telles que les réservoirs et bornes fontaines de l'adduction d'eau, les bureaux construits pour ACEP et COPAILU, le barrage et canal d'irrigation, des espaces reboisés sur les flancs du bassin versant de la rivière Ruzizi à Lemera.

Les entretiens individuels et les focus groups étaient conduits sur base d'un questionnaire-guide d'entretien préparé spécifiquement pour chaque catégorie d'interlocuteurs.

En ce qui concerne la collecte des données quantitatives à travers l'enquête ménages, le questionnaire a été adapté sur base de celui utilisé à la revue mi-parcours et à la baseline, en incluant les questions additionnelles qu'exige l'appréciation de la situation en fin projet.

Pour assurer une bonne comparabilité des résultats avec ceux de la baseline et de la revue à mi-parcours, un échantillon de 402 ménages tirés de manière aléatoire a été utilisé. La taille de l'échantillon a été choisie pour rester proche de celui utilisé à la baseline ( 390 ménages) et de celui utilisé à la revue mi-parcours ( 387 ménages). La composition qualitative des répondants est restée

aussi similaire en termes de groupes ethniques ( Bafuliru, Barundi, Banyamulenge, Batwa et les autres groupes ethniques) et en termes de genre (Hommes, femmes) et d'âge pour tenir compte du besoin d'inclure les jeunes (personnes âgées de 18 à 35 ans).

L'enquête a été précédée par une formation des enquêteurs pendant 4 jours et la collecte proprement dite des données a pris 6 jours, en utilisant 19 enquêteurs et 4 superviseurs sous la coordination du consultant.

Les données étaient directement saisies sur tablettes à l'aide du questionnaire pre-programmé dans le logiciel Kobo Collect et envoyées progressivement sur la plate-forme créée pour cette fin. Pour le nettoyage et l'analyse des données de l'enquête, le consultant a été assisté par deux des superviseurs dont l'un a travaillé déjà lors du traitement des données de la revue mi-parcours et l'autre informaticien d'appui et superviseur recruté pour cette endline. Les données ont été analysées en utilisant le logiciel SPSS et la production des tableaux de synthèse avec Excel. L'objectif était de produire la synthèse des informations les plus pertinentes sous formes de tableaux et tableaux croisés en liaison avec les indicateurs du cadre logique du projet et les critères clés d'évaluation.

### **1.3.2. Approche d'évaluation choisie**

S'agissant d'une revue de fin de projet qui intervient au bout d'une durée de mise en œuvre de plus de trois ans et demi, et qui cherche à déterminer si le projet Maji ya Amani a atteint oui ou non ses objectifs, à apprécier l'efficacité, la pertinence et l'efficacité du projet et de sa méthodologie de mise en œuvre ainsi que la durabilité des résultats atteints, l'approche d'évaluation choisie est celle d'une *méta-évaluation*. Cette approche d'évaluation signifie qu'il s'agit d'analyser le projet d'une manière intégrée, en considérant l'apport de ses différents volets et résultats à la réalisation de l'objectif global de réduction des conflits et d'augmentation de la stabilité dans la plaine de la Ruzizi.

Il ne s'agit donc pas d'évaluer le projet, volet par volet ou activité par activité dans une approche de *micro-évaluation* qui serait destinée à la réorientation de la suite du projet, mais plutôt de se focaliser sur les grandes réalisations du projet et le mode opératoire de celui-ci, et les changements qu'ils ont apportés ou qu'ils ont induits dans la situation du groupement de Luberizi afin d'en tirer des leçons et recommandations susceptibles d'inspirer les projets futurs et l'expérience des intervenants externes et locaux ayant participé à la mise en œuvre du projet Maji ya Amani.

### **1.3.3. Déroulement de l'évaluation**

Le travail de cette revue de fin de projet a été effectué dans le temps de la manière suivante :

-Exploitation documentaire initiale et adaptation/finalisation des outils de collecte des données (différents questionnaires et guides d'entretien) : du 20 au 24 janvier 2021 ;

-Formation des enquêteurs et pré-test du questionnaire : du 25 au 27 janvier 2021 ;

-Collecte des données quantitatives par enquête ménages : du 28 janvier au 3 février 2021

-Collecte des données qualitatives par entretiens, interviews, focus groups, observations directes et documentation complémentaire sur terrain : du 28 janvier au 5 février 2021 ;

-Traitement et analyse des données quantitatives et qualitatives collectées : 6 février au 10 février 2021 ;

- Rédaction du draft du rapport de l'évaluation : du 11 au 17 février 2021 ;
- Présentation du draft du rapport et collecte de feedback : du 18 au 21 février 2021 ;
- Finalisation du rapport : du 22 au 25 février 2021.

#### **1.4. Difficultés et limites de l'évaluation**

##### **1.4.1. Difficultés**

Le travail de cette revue de fin de projet a été globalement effectué sans grandes difficultés. Il y a eu cependant de noter les éléments de contrainte ci-après :

-le contexte général de la pandémie de la COVID dans le pays et dans la province qui obligeait de respecter dans une certaine mesure les gestes barrière, notamment la distanciation sociale et la réalisation des focus groups avec des nombres de participants relativement réduits, souvent inférieurs à 20.

-le contexte et l'esprit de 'fin projet' sur terrain qui a fait que, d'une part, on n'aie pas accès physiquement à certains membres de staff ayant conduit des activités importantes dans le passé et dont les contrats sont déjà terminés, et alors un recours à quelques entretiens à distance avec ceux qu'on pouvait encore atteindre ; et d'autre part, une tendance pour certains membres de la communauté à considérer le temps passé dans l'enquête ou dans les entretiens et focus groups comme du temps qui devrait être compensé par une certaine prise en charge du transport ou d'une collation pour leur motivation à participer, ce qui a expliqué le désistement de certains(heureusement moins nombreux) à participer.

##### **1.4.2. Limites de l'évaluation**

Cette revue de fin de projet, de par ses termes de référence et sa nature, a été focalisée sur l'appréciation des changements et de l'impact que le projet Maji ya Amani a produit dans le groupement de Luberizi, ainsi qu'une appréciation de la qualité de la mise en œuvre et des stratégies du projet pour tirer des leçons pouvant inspirer des actions futures. De ce fait, l'aspect de la gestion financière et matérielle du projet n'a pas été couverte, même si l'appréciation de l'efficacité du projet aurait postulé que soient examinés les aspects de l'utilisations des ressources financières et matérielles du projet (finances et gestion logistique). Ainsi, ce rapport est destiné à être considéré en complément avec les autres rapports de fin de projet, notamment le rapport d'audit externe et le rapport de clôture du projet.

## **2. PRINCIPAUX RESULTATS DE L'EVALUATION ET ANALYSES**

### **2.1. Progrès accomplis sur les indicateurs principaux des objectifs et des résultats du projet**

Tableau no 1 : Progrès de réalisation des indicateurs clés du cadre logique du projet Maji ya Amani

Objectifs global et spécifiques	Indicateurs	Valeurs de base (2017)	Valeurs revue mi-parcours (2019)	Valeurs endline	Cibles fin projet	Observations / commentaires
<b>Objectif Global</b>  <b>Réduction des conflits et augmentation de la stabilité dans la plaine de Ruzizi"</b>	1) % de femmes et d'hommes se déclarant très confiants ou confiants dans la stabilité future de leur communauté	-	80,4% parmi lesquels : 46,3% de femmes et 39,0% de jeunes ; Par Groupes Ethniques (GE) : 51,9% pour Bafuliru, 16,0% pour Barundi, 6,5% pour Banyamulenge, 3,4% pour Batwa and 2,6% des autres	78,9% (43,5% pour les femmes et 44% pour les jeunes ; par GE : 49% pour Bafuliru, 19,4% pour les Barundi, 4,7% pour les Banyamulenge, 3,5% pour les Batwa et 2,2% pour les autres GE)		La perception de stabilité future dans le groupement par les ménages enquêtés à la fin du projet est élevée, y compris parmi les femmes et les jeunes.
	2) % d'hommes et de femmes jugent que la performance du gouvernement local est «très bonne» ou «bonne» compte tenu de ces domaines : Création d'emplois et augmentation de l'emploi Unification des différents groupes ethniques	Non disponible	Non disponible	Non disponible		Indicateur lié au plan I4S
	3) % de femmes et d'hommes déclarant avoir été victimes de		19,9% attestent connaître au moins une victime, parmi	14,2% attestent avoir été victimes de violence (6% pour les femmes et 7%	-	Le nombre de cas de violence ou de crimes

Objectifs global et spécifiques	Indicateurs	Valeurs de base (2017)	Valeurs revue mi-parcours (2019)	Valeurs endline	Cibles fin projet	Observations / commentaires
	violence ou de crime au cours des 6 derniers mois		lesquels (11,4% de femmes et 10,9% de jeunes. Par GE : 12,4% pour Bafuliru, 3,9% pour Barundi, 1,6% pour Banyamulenge, 1,3% pour Batwa et 0,8% Autres	pour les jeunes ; par GE : 7,7% pour Bafuliru, 4% pour Barundi, 1,5% pour Banyamulenge, 0,5% pour Batwa et 0,5% pour les autres GE.)		vécus par les enquêtés a diminué, y compris pour les femmes et les jeunes, et globalement presque pour tous les groupes ethniques.
<b><i>Objectif spécifique 1 Les gens (hommes, femmes et jeunes de différents groupes ethniques) du groupement Luberizi ont un meilleur accès à la terre et par conséquent les conflits fonciers sont réduits</i></b>	1) Nombre d'hectares de terre dans la zone irriguée et non irriguée auxquels les hommes et les femmes des différents groupes ethniques ont un accès sécurisé (par acquisition de titres fonciers)	Moins de 2 hectares	714,8 Ha	1035 Ha	830 Ha	Les 219 titres fonciers groupés déjà octroyés grâce au projet couvrent 1035 hectares et bénéficient à 3045 propriétaires, hommes et femmes de différents groupes ethniques.
	2) % des ménages locaux ayant un accès sûr et durable à la terre dans la zone irriguée et	4,10%	48,60%	40,8%	50%	Le projet a beaucoup amélioré l'accès sûr et durable

Objectifs global et spécifiques	Indicateurs	Valeurs de base (2017)	Valeurs revue mi-parcours (2019)	Valeurs endline	Cibles fin projet	Observations / commentaires
	non irriguée (données par rapport à la perception et à travers l'acquisition de titres fonciers)					des ménages à la terre dans la zone irriguée et non irriguée (de 4,10% en début du projet à 40,8% vers la fin du projet)
	3) Nombre de groupes sociaux locaux propriétaires de terres (églises, coopératives, associations, y compris les AVEC) ayant un accès sûr et durable à la terre dans les zones irriguées et non irriguées	3	13	13	15	Quelques autres groupes sociaux attendent d'avoir de la terre dans la partie d'extension du périmètre irrigué où il est prévu d'installer les paysans sans terre
	4) Nombre de conflits liés à/autour de l'accès à la terre	68,3% attestent l'existence de conflits, parmi lesquels (1) Conflits liés aux limites entre voisins 58,7%, (2) conflits liés à la distribution inéquitable des	70% attestent l'existence de conflits, parmi lesquels (1) Conflits liés aux limites entre voisins 59,5%, (2) conflits liés à la distribution inéquitable des terres par les chefs 21,6%,	65,7% attestent l'existence de conflits liés à la terre, parmi lesquels conflits liés aux limites entre voisins 40,4%, conflits liés à la distribution inéquitable des terres par les chefs 28,7%, conflits entre	Au plus 60 % attestent l'existence des conflits liés à la terre ; 75% attestent la réduction des conflits à cause du projet.	Dans la perception des ménages, l'amélioration de l'accès à la terre se fait dans un contexte de persistance des

Objectifs global et spécifiques	Indicateurs	Valeurs de base (2017)	Valeurs revue mi-parcours (2019)	Valeurs endline	Cibles fin projet	Observations / commentaires
		terres par les chefs 40,8% et (3) conflits entre agriculteurs et éleveurs 30,8%.	(3) conflits entre agriculteurs et éleveurs 20,4% et (4) conflits d'héritage en famille 8,6%.	agriculteurs et éleveurs 16% et conflits d'héritage en famille 14,8%/		conflits fonciers, notamment ceux liés aux limites, à la distribution inéquitable des terres et aux conflits entre éleveurs et agriculteurs, malgré une certaine réduction des conflits en nombre.
	5) % de la population (ventilé par sexe, âge et groupe ethnique) qui considèrent que la collaboration intra / intercommunautaire entre les membres de la communauté et les autorités locales autour de la gestion de la terre a eu un impact positif sur la cohésion sociale.	46% (Femmes = 21,5% et 19,9% pour Jeunes ; Par GE : 10,9% pour Barundi, 29% pour Bafuliru, 4% pour Banyamulenge, 1,5% pour Batwa et 0,6% pour les autres.)	67,2% (Femmes = 38,5% et 33,9% pour Jeunes; par GE : 14,2% pour Barundi, 42,9% Bafuliru, 5,2% pour Banyamulenge, 2,6% pour Batwa et 2,3% pour autres)	72% ( 41% pour les femmes et 40,5% pour les jeunes ; par GE : 43,5% pour les Bafuliru, 19,9% pour les Barundi, 4% pour les Banyamulenge, 2,5% pour les Batwa et 2,7% pour les autres GE)	70% (Femmes = 39% et 34% pour Jeunes ; par GE : 15% pour Barundi, 44,5% pour Bafuliru, 5% pour Banyamulenge, 3% pour Batwa et 2,5% pour autres)	
	6) Au moins 2 mécanismes locaux sont en place, inclusifs et	Pas de mécanisme local en place	Le processus a commencé mais le	1 mécanisme local est en place à travers la charte de cogestion du	3 mécanismes locaux sont en	

Objectifs global et spécifiques	Indicateurs	Valeurs de base (2017)	Valeurs revue mi-parcours (2019)	Valeurs endline	Cibles fin projet	Observations / commentaires
	fonctionnels pour l'utilisation durable et la gestion des terres irriguées et des bassins versants, comprenant les autorités locales, l'administration foncière, la société civile et les utilisateurs des terres		mécanisme n'est pas encore en place	périmètre irrigué de Luberizi	place, inclusifs et fonctionnels	
	7) % des membres de la communauté (désagrégés par sexe, âge et groupe ethnique) dans les sites cibles qui déclarent être satisfaits de la gestion des terres communautaires	44,2% satisfaits ( 22% pour femmes et 19,9% pour les Jeunes ; par GE: 29,3% pour Bafuliru, 10,4% pour Barundi, 3% pour Banyamulenge, 1% pour Batwa et 0,5% pour autres)	54,0% satisfaits (parmi lesquels 31,8% pour les femmes et 27,1% pour les Jeunes; par GE : 35,7% pour Bafuliru, 13,2% pour Barundi, 2.3% pour Banyamulenge, 1,0% pour Batwa et 1,8% pour les autres GE.	45% (26,4% pour les femmes et 27,1% pour les jeunes ; par GE : 29,6% pour Bafuliru, 10,7% pour Barundi, 2% pour Banyamulenge, 1% pour Batwa et 1,7% pour les autres GE)	60% satisfaits (32% pour femmes et 29% pour les jeunes ; par GE : 36% pour Bafuliru, 14% pour Barundi, 5% pour Banyamulenge, 3% pour Batwa et 2% pour les autres )	Il y a une certaine satisfaction des ménages quant à la gestion des terres communautaires mais qui n'est pas encore impressionnante
	8) % de leaders communautaires (dirigeants de l'administration, chefs religieux, associations locales et dirigeants de la société civile, dans les sites cibles) qui	Non disponible	54,20%	57,1%	60%	



Objectifs global et spécifiques	Indicateurs	Valeurs de base (2017)	Valeurs revue mi-parcours (2019)	Valeurs endline	Cibles fin projet	Observations / commentaires
	déclarent être satisfaits de la gestion des terres communautaires					
	9) % d'hommes et de femmes des différents groupes ethniques dans les sites cibles dans les zones irriguée et non irriguée (ventilés par sexe, âge et groupe ethnique) qui obtiennent des titres fonciers	X (en termes de pourcentage, environ 4,1%)	2698	3045	2767	
	10) % de personnes / bénéficiaires (hommes et femmes des différents groupes ethniques) qui ont eu accès aux ressources naturelles depuis le début du projet	Accès : 63.9% (28,5% pour femmes et 29,3% pour jeunes. Par GE : 44,4% pour Bafuliru, 10,9% pour Barundi, 4,3% pour Banyamulenge, 3% pour Batwa et 1,3% pour les autres	Accès : 64,9% (39,0% pour femmes et 32,8% pour jeunes ; par GE Ethnicity : 42,1% pour Bafuliru, 13,4% pour Barundi, 4,1% pour Banyamulenge, 3,6% pour Batwa et 1.6% pour les autres)	64,2% (35,1% pour femmes et 37,8% pour jeunes ; par GE : 40,8% pour Bafuliru, 14,9% pour Barundi, 3,2% pour Bayamulenge, 3,0% pour Batwa et 2,2% pour autres GE)	Accès : 70% (40% pour femmes et 35% pour jeunes ; par GE : 45,6% pour Bafuliru, 12,1% pour Barundi, 5,5% pour Banyamulenge, 4,3% pour Batwa et 2,5% pour les autres GE.	

Objectifs global et spécifiques	Indicateurs	Valeurs de base (2017)	Valeurs revue mi-parcours (2019)	Valeurs endline	Cibles fin projet	Observations / commentaires
	11) % d'hommes et de femmes des différents groupes ethniques qui savent comment revendiquer leurs droits fonciers	70,7% (32,3% pour femmes et 34,1%des jeunes ; par GE : 44,9% pour Bafuliru, 13,9% pour Barundi, 6,1% pour Banyamulenge, 4,5% pour Batwa et 1,3% pour les autres)	84,8 (49,6% pour femmes et 42,4% pour jeunes; par GE : 55,6% pour Bafuliru, 17,1% pour Barundi, 6,7% pour Banyamulenge, 3,4% pour Batwa et 2,1% pour autres)	86,8% (46% pour les femmes et 48,3% pour le jeunes ; par GE : 54,2% pour les Bafuliru, 21,4% pour les Barundi, 5% pour les Banyamulenge, 3,2% pour les Batwa et 3% pour les autres GE.)	86% (50% pour femmes et 45% pour jeunes ; par GE : 55% pour Bafuliru, 18% pour Barundi, 7% pour Banyamulenge, 4% pour Batwa et 2% pour les autres)	Les connaissances et capacités à revendiquer les droits fonciers ont accru du fait du projet (de 70,7% à 86,8%)
<b><u>Objectif spécifique 2</u></b>  <b><i>Les personnes (hommes, femmes et jeunes de différents groupes ethniques) du groupement de Luberizi ont un meilleur accès à l'eau et par conséquent les conflits sur l'eau sont réduits</i></b>	1) % des ménages locaux des différents groupes ethniques ayant un accès sûr et durable à l'eau d'irrigation et à l'eau potable dans le groupement LUBERIZI, le village de Nyakabere II dans la cité de Sange et KIGOMA (villages de Rugeje, Kanga, Kabere et Manamba) (basé sur l'auto-perception des bénéficiaires)	0,6% pour l'eau potable et 1,0% pour l'eau d'irrigation	96,6% pour l'eau potable et 83,0% pour l'eau d'irrigation	Eau potable : 99,5% Eau d'irrigation : 91,2%	100% pour l'eau potable et 85% pour l'eau d' irrigation	L'accès des ménages à l'eau potable et à l'eau d'irrigation dans le groupement de Luberizi a connu un bond positif terrible du fait du projet (de 0,6% à 99,5% pour l'eau potable et de 1,0% à 91,2% pour l'eau d'irrigation)
	2) % de la population qui considère que les	Non disponible	82,9% pour l'eau potable	88,6%	85%	L'influence des femmes dans la

Objectifs global et spécifiques	Indicateurs	Valeurs de base (2017)	Valeurs revue mi-parcours (2019)	Valeurs endline	Cibles fin projet	Observations / commentaires
	femmes ont plus d'influence dans la gestion de l'eau depuis le début du projet.					gestion de l'eau a bien augmenté
	3) % de la population qui considère que la collaboration intra / intercommunautaire entre les membres de la communauté et les autorités locales autour de la gestion des ressources en eau a augmenté depuis le début du projet	Eau potable : 19,4% (7,6% pour femmes et 10,4% pour jeunes ; par GE : 15,5% pour Bafuliru, 2% pour Barundi, 1% pour Banyamulenge, 0,3% pour Batwa et 0,5% pour les autres GE.	Eau potable : 79,8% (47,5% pour femmes et 39,0% pour jeunes ; par GE : 50,4% pour Bafuliru, 15,5% pour Barundi, 6,5% pour Banyamulenge, 4,9% pour Batwa et 2,6% pour les autres). Eau d'irrigation : 44,2% (23,0% pour femmes et 25,6% pour jeunes ; par GE : 30,7% pour Bafuliru, 9,8% pour Barundi, 1,6% pour Banyamulenge, 1,0% pour Batwa et 1,0% pour les autres)	Eau potable : 66,4% Eau d'irrigation : 47,8%	83 % (50% pour femmes et 40% pour les jeunes; par GE : 50% pour Bafuliru, 17% pour Barundi, 8% pour Banyamulenge, 5% pour Batwa et 3% pour les autres considèrent qu'il y a collaboration sur soit l'eau potable soit l'eau d'irrigation)	La collaboration intra et intercommunautaire, et avec les autorités locales autour de la gestion des ressources en eau a beaucoup augmenté (de 19,4% à 66,4% pour l'eau potable)
	4) Satisfaction de la communauté en matière d'accès et de gestion de l'eau potable et de l'eau d'irrigation depuis le début du projet	3,6% (1,3% pour femmes et 1,5% pour jeunes ; par GE : 3,3% pour Bafuliru, 0,3% pour Barundi, 0% pour Banyamulenge, 0% pour Batwa et 0%	Eau potable : 16,3% (9,0% pour femmes et 7,7% pour jeunes ; par GE : 12,2% pour Bafuliru, 2,1% pour Barundi, 0,5% pour Banyamulenge, 1,5%	Eau potable : 83,7% Eau d'irrigation : 59,9%	50% (25% pour femmes, 20% pour les jeunes; par GE: 21% pour Bafuliru, 9% pour Barundi, 8% pour	Du fait du projet, la satisfaction de la communauté en matière d'accès à l'eau potable et à l'eau d'irrigation

Objectifs global et spécifiques	Indicateurs	Valeurs de base (2017)	Valeurs revue mi-parcours (2019)	Valeurs endline	Cibles fin projet	Observations / commentaires
		pour les autres sont à un niveau de satisfaction très élevé ou élevé par rapport à ACEP et COPAILU)	pour Batwa et 0,0% pour les autres. Eau d'irrigation :17,8% (8,5% pour femmes et 9,5% pour les jeunes; par GE : 3,4% pour Bafuliru, 2,1% pour Barundi, 0,0% pour Banyamulenge, 0,0% pour Batwa et 0,3% pour les autres)		Banyamulenge, 6% pour Batwa et 6% pour les autres)	est devenue très élevée.
	5) % des ménages des différents groupes ethniques rapportant que les conflits en rapport avec l'accès et l'utilisation de l'eau ont diminué depuis le début du projet	Eau potable: 23% (par GE: 24,7% pour Bafuliru, 15,2% pour Barundi, 25,9% pour Banyamulenge, 10,5% pour Batwa et 50% pour les autres GE) Eau d'irrigation : 40.9%, par GE : 39% pour Bafuliru, 46,8% pour Barundi, 29,6% pour Banyamulenge,	Eau potable : 54,5%. Par GE : 24,7% pour Bafuliru, 15,2% pour Barundi, 25,9% pour Banyamulenge, 10,5% pour Batwa et 50% pour les autres Eau d'irrigation: 42,4%. Par GE : 47,6% pour Bafuliru, 45,3% pour Barundi, 7,1% pour Banyamulenge, 15,0% pour Batwa et 41,6% pour les autres.	Eau potable : 74,3% (par GE : 44,1% pour Bafuliru, 20,4% pour Barundi, 3,3% pour Banyamulenge, 3,3% pour Batwa et 3,3% pour autres GE)  Eau d'irrigation : 80,5% ( par GE : 48,4% pour Bafuliru, 25% pour Barundi, 0% pour Batwa, 5,5% pour Banyamulenge et 1,6% pour autres GE)	70% pour soit l'eau potable soit l'eau d'irrigation, avec au moins 50% pour chaque groupe ethnique.	Il y a une large perception parmi les ménages bénéficiaires selon laquelle les conflits en rapport avec l'accès et l'utilisation de l'eau ont diminué.

Objectifs global et spécifiques	Indicateurs	Valeurs de base (2017)	Valeurs revue mi-parcours (2019)	Valeurs endline	Cibles fin projet	Observations / commentaires
		47,4% pour Batwa et 58,3% pour les autres GE				
	6) % des femmes et des filles qui collectent régulièrement de l'eau pour leur ménage déclarant qu'il existe un risque réduit d'agression physique depuis le début du projet	Non disponible	76,7% de femmes et filles répondantes	79,4 %	90%	La collecte de l'eau devient moins porteuse de risque d'agression physique pour les femmes et les filles
	7) % des bénéficiaires (ventilés par sexe, âge et groupe ethnique) qui attestent que COPAILU est inclusive et transparente (NOTE: COPAILU comprend au moins 40% de femmes et 30% de moins de 35 ans) ainsi que des représentants de chaque village le long du système)	Inclusivité envers les femmes : 23,5% (8,1% pour les femmes répondantes et 11,6% pour les jeunes répondants; par GE : 14,6% pour Bafuliru, 7,6% pour Barundi, 0% pour Banyamulenge, 1% pour Batwa et 0,3% pour les autres GE.) Inclusivité envers les jeunes : 22,5% (7,8% pour les femmes et 11,1%	Inclusivité envers les femmes et les jeunes : 62,0% (35,1% pour les femmes répondantes et 31,0% pour les jeunes répondants ; par GE : 34,6% pour Bafuliru, 17,6% pour Barundi, 0,9% pour Banyamulenge, 1% pour Batwa et 0,3% pour les autres GE/)  Transparence : 40,1% (23,0% pour les femmes et 22,5% pour les jeunes ; par GE : 26,6% pour Bafuliru, 9,0% pour Barundi,	Inclusivité : 68,2% l'attestent (34,8% pour les femmes et 37,3% pour les jeunes ; par GE : 41,5% pour Bafuliru, 17,9% pour Barundi, 4% pour Banyamulenge, 1% pour Batwa et 3% pour les autres GE). Transparence 49,3% l'attestent ( 26,9% pour les femmes et 26,9% pour les jeunes ; par GE : 29,6% pour Bafuliru, 13,ç% pour Barundi, 2% pour Banyamulenge, 1% pour Batwa et 2,7% pour les autres GE)	Inclusivité : 65% (35% pour les femmes et 32% pour les jeunes; par GE : 34% pour Bafuliru, 18% pour Barundi, 8% pour Banyamulenge, 3% pour Batwa et 2% pour les autres) Transparence : 45% (25% pour les femmes et 22,5% pour les jeunes ; par GE : 28% pour	L'inclusivité et la transparence de la COPAILU sont attestées par les ménages, avec une appréciation plus grande pour l'inclusivité par rapport à la transparence.

Objectifs global et spécifiques	Indicateurs	Valeurs de base (2017)	Valeurs revue mi-parcours (2019)	Valeurs endline	Cibles fin projet	Observations / commentaires
		pour les jeunes; par GE : 13,6% pour Bafuliru, 7,3% pour Barundi, 0,5% pour Banyamulenge, 0,8% pour Batwa et 0,3% pour les autres). Transparence : 19,2% (7,1% pour femmes et 9,1% pour les jeunes; par GE : 11,6% pour Bafuliru, 6,6% pour Barundi, 0% pour Banyamulenge, 0,8% pour Batwa et 0,3% pour les autres GE)	2,3% pour Banyamulenge, 1,0% pour Batwa et 1,0% pour les autres GE.)		Bafuliru, 10% pour Barundi, 4% pour Banyamulenge, 1,5% pour Batwa et 1,5% pour les autres )	
	8) Nombre de points d'eau pour le bétail produit par le projet	Zéro	1 dans le périmètre irrigué	1 abreuvoir pour les vaches	Non disponible	
	9) % (taux de) respect des frais d'utilisation	Non disponible	Non disponible	50% pour ACEP, en moyenne la moitié des ménages bénéficiaires payent.  Bien qu'au début, et ayant collecté 19 tonnes	100%	Un effort de sensibilisation des bénéficiaires par tous les acteurs influents est

Objectifs global et spécifiques	Indicateurs	Valeurs de base (2017)	Valeurs revue mi-parcours (2019)	Valeurs endline	Cibles fin projet	Observations / commentaires
				de riz de redevance en 2020, la COPAILU fait état d'attitude bien positive des usagers de l'eau d'irrigation à payer la redevance.		requis pour accroître le paiement des frais d'utilisation d'eau potable.
	10) Nombre de comités de sous-bassins mis en place	Non disponible	0	0	Au moins 1	Les activités de gestion du bassin versant n'ont commencé qu'en 2020
	11) Plan de gestion prêt dans les 12 mois suivant le début des activités du projet.	Non disponible	Non disponible	Le plan n'est pas encore disponible	Le plan de gestion du bassin versant est disponible	
	12) Nombre d'hectares couverts par les activités de lutte contre l'érosion grâce au soutien du projet	0	25	421 hectares dans le bassin versant  Dispositif de couvert végétal anti érosion le long du canal	25	
	13) % des bénéficiaires (désagrégés par sexe, âge et groupe ethnique) qui attestent que ACEP est inclusive	Non disponible	Inclusivité :83,7% (parmi lesquels 49,6% pour les femmes et 43,7% pour les jeunes; par GE : 54,3% pour Bafuliru, 16,3% pour Barundi, 6,7% pour Banyamulenge, 4,4%	85,1% ( 45,8% pour les femmes et 47,5% pour les jeunes ; par GE : 51,7% pour Bafuliru, 20,4% pour les Barundi, 5,5% pour Banyamulenge, 4,2% pour Batwa et 3,2% pour autres GE)	Inclusivité 85% (50% pour les femmes et 45% pour les jeunes)	Le caractère inclusif de ACEP est bien attestée par les ménages

Objectifs global et spécifiques	Indicateurs	Valeurs de base (2017)	Valeurs revue mi-parcours (2019)	Valeurs endline	Cibles fin projet	Observations / commentaires
			pour Batwa et 2,1% pour les autres)			
	14) % des membres de la communauté qui rapportent que le caractère inclusif de ACEP a augmenté depuis le début du projet	Non disponible	Inclusivité augmentée :71,8% ( 42,1% pour les femmes et 37,7% pour les jeunes; par GE : 45,2% pour Bafuliru, 14,7% pour Barundi, 6,2% pour Banyamulenge, 4,1% pour Batwa et 1,6% pour les autres GE)	76%	75% (44% pour les femmes et 40% pour les jeunes; par GE: 46% pour Bafuliru, 16% pour Barundi, 8% pour Banyamulenge, 5% pour Batwa et 5% pour les autres GE)	L'inclusivité de ACEP est perçue comme ayant augmenté avec le projet
	15) % des bénéficiaires (désagrégés par sexe, âge et groupe ethnique) qui attestent que ACEP est transparent	Non disponible	Transparence :73,9% (43,2% pour les femmes et 36,4% pour les jeunes; par GE: 46,8% pour Bafuliru, 15,0% pour Barundi, 6,2% pour Banyamulenge, 4,4% pour Batwa et 1,6% pour les autres)	87,7% (48,3% pour les femmes et 44,4% pour les jeunes ; par GE : 51,4% pour Bafuliru, 20,7% pour Barundi, 4,5% pour Banyamulenge, 3,6% pour Batwa et 3% pour autres GE)	75% (44% pour les femmes et 40% pour les jeunes; par GE: 46% pour Bafuliru, 16% pour Barundi, 8% pour Banyamulenge, 5% pour Batwa et 5% pour les autres GE)	La transparence de ACEP est attestée par les ménages
	16) % des membres de la communauté qui rapportent que la transparence de ACEP	Non disponible	Transparence augmentée :62,0% (35,4% pour les femmes et 30,2% pour les jeunes; par GE:	87,7%	70% (40% pour les femmes et 35% pour les jeunes; par GE: 42% pour	La transparence de ACEP est perçue comme ayant augmenté avec le projet



Objectifs global et spécifiques	Indicateurs	Valeurs de base (2017)	Valeurs revue mi-parcours (2019)	Valeurs endline	Cibles fin projet	Observations / commentaires
	augmente depuis le début du projet		38,2% pour Bafuliru, 12,9% pour Barundi, 5,9% pour Banyamulenge, 3,4% pour Batwa et 1,6% pour les autres GE)		Bafuliru, 15% pour Barundi, 7% pour Banyamulenge, 4% pour Batwa et 2% pour les autres GE)	
	17) Nombre de points d'eau dans le système d'eau fonctionnant avec la participation des membres de la communauté et des sous-comités de ACEP.	Non disponible	73	72 bornes-fontaines	64	
	18. Nombre d'écoles avec des toilettes séparées par sexe pour le personnel et les élèves, avec des installations de lavage des mains et des toilettes accessibles aux personnes handicapées pour les deux sexes grâce aux activités / interventions du projet	Non disponible	0	8	11	
	19. Nombre de centres de santé ont des toilettes séparées selon le sexe pour le personnel et les	Non disponible	0	4	4	

Objectifs global et spécifiques	Indicateurs	Valeurs de base (2017)	Valeurs revue mi-parcours (2019)	Valeurs endline	Cibles fin projet	Observations / commentaires
	patients, avec des lavabos pour chaque bloc, des installations privées pour le lavage / séchage des serviettes menstruelles pour les femmes et les filles et des toilettes accessibles pour les deux sexes grâce aux activités / interventions du projet					
	20. Nombre de latrines familiales construites par de jeunes entrepreneurs avec le soutien du projet	Non disponible	3	Non disponible	100	Il est fait état de 800 latrines construites par les ménages eux-mêmes en 2019-2020 du fait de la sensibilisation sur l'eau, hygiène et assainissement.
<b><u>Objectif spécifique 3</u></b>  <b>Les personnes (hommes, femmes et jeunes des différents groupes ethniques) du</b>	1) % des personnes engagées dans des activités génératrices de revenus au cours des 6 derniers mois dans les communautés ciblées	13,6% (6,4% pour les femmes et 8,5% pour les jeunes)	42,9% (24,0% pour les femmes et 24,1% pour les jeunes ; par GE: 28,2% pour Bafuliru, 9,0% pour Barundi, 2,3% pour Banyamulenge, 1,6% pour Batwa et 1,6% pour les autres GE)	33% (18,8% pour les femmes et 18,1% pour les jeunes ; par GE : 22,3% pour Bafuliru, 8% pour Barundi, 1,2% pour Banyamulenge, 0,2% pour Batwa et 1,2% pour les autres GE)	50% (25% pour les femmes et 25% pour les jeunes ; par GE : 30% pour Bafuliru, 10% pour Barundi, 4% pour Banyamulenge,	Les ménages font état d'un certain engagement dans les AGR, y compris pour les femmes et les jeunes

Objectifs global et spécifiques	Indicateurs	Valeurs de base (2017)	Valeurs revue mi-parcours (2019)	Valeurs endline	Cibles fin projet	Observations / commentaires
<b>groupement Luberizi ont accru leur accès sûr, sécurisé, inclusif et équitable aux opportunités génératrices de revenus</b>					3% pour Batwa et 3% pour les autres GE)	
	2) % des personnes (ventilées par sexe, âge et groupe ethnique) qui déclarent une augmentation de leurs revenus depuis le début du projet	Non disponible	38,5% (20,2% pour les femmes et 22,7% pour les jeunes ; par GE: 25,3% pour Bafuliru, 8,0% pour Barundi, 2,8% pour Banyamulenge, 1,0% pour Batwa et 1,3% pour les autres GE)	27,4% ( 15,4% pour les femmes et 16,4% pour les jeunes ; par GE : 18,9% pour Bafuliru, 6,7% pour Barundi, 0 ;5% pour Banyamulenge, 0% pour Batwa et 1 ;2% pour autres GE)	50% (25% pour les femmes et 25% pour les jeunes ; par GE : 30% pour Bafuliru, 10% pour Barundi, 4% pour Banyamulenge, 3% pour Batwa et 3% pour les autres GE)	La perception d'augmentation des revenus des ménages depuis le début du projet n'est pas aussi forte que cela était espéré (27,4% des déclarations positives par rapport à la cible fin projet de 50%)
	3) % de personnes (ventilées par sexe, âge et groupe ethnique) qui perçoivent que l'augmentation des activités économiques locales a un impact positif sur la sécurité et la cohésion sociale	Non disponible	51,8% (26,1% pour les femmes et 33,2% pour les jeunes; par GE: 28,6% pour Bafuliru, 12,6% pour Barundi, 3,5% pour Banyamulenge, 3,5% pour Batwa et 3.5% pour les autres GE)	96,4% (48,7% pour les femmes et 47,7% pour les hommes ; par GE : 60,6% pour Bafuliru, 23,1% pour Barundi, 6,5% pour Banyamulenge, 2,5% pour atwa et 3,6% pour autres GE)	50% (25% pour les femmes et 25% pour les jeunes; par GE: 30% pour Bafuliru, 10% pour Barundi, 4% pour Banyamulenge,	Les ménages reconnaissent fortement que l'augmentation des activités économiques locales a un impact positif sur la sécurité et

Objectifs global et spécifiques	Indicateurs	Valeurs de base (2017)	Valeurs revue mi-parcours (2019)	Valeurs endline	Cibles fin projet	Observations / commentaires
					3% pour Batwa et 3% pour les autres GE)	la cohésion sociale dans leur milieu
	4) Nombre d'agriculteurs (ventilé par sexe, âge et groupe ethnique) qui montrent une meilleure connaissance de la production de trois cultures et / ou produits d'élevage identifiés pour les chaînes de valeur	Non disponible	54,3% (32,6% pour les femmes et 29,4% pour les jeunes ; par GE: 34,0% pour Bafuliru, 11,3% pour Barundi, 2,8% pour Banyamulenge, 1,8% pour Batwa et 2,1% pour les autres GE)	53,5% ( 24,9% pour les femmes et 29,4% pour les jeunes ; par GE : 35,8% pour Bafuliru, 12,7% pour arundi, 3% pour Banyamulenge, 1,2% pour Batwa et 0,7% pour autres GE)	60% (32% pour les femmes et 29% pour les jeunes ; par GE : 36% pour Bafuliru, 14% pour Barundi, 5% pour Banyamulenge, 3% pour Batwa et 2% pour les autres GE)	Plus de la moitié des ménages enquêtés montrent une meilleure connaissance de leur production
	5) % des agriculteurs (désagrégés par sexe, âge et groupe ethnique) appliquant des pratiques agricoles améliorées (par rapport au total d'agriculteurs )	Non disponible	54,3% (32,6% pour les femmes et 29,4% pour les jeunes ; par GE: 34,0% pour Bafuliru, 11,3% pour Barundi, 2,8% pour Banyamulenge, 1,8% pour Batwa et 2,1% pour les autres GE)	81% ( 59,5% pour les femmes et 62,2% pour les jeunes ; par GE : 70,3% pour Bafuliru, 25,5% pour Barundi, 6,7% pour Banyamulenge, 4,3% pour Batwa et 3,6% pour autres GE)	60% (32% pour les femmes et 29% pour les jeunes; par GE: 36% pour Bafuliru, 14% pour Barundi, 5% pour Banyamulenge, 3% pour Batwa et 2% pour les autres GE)	La proportion d'agriculteurs qui appliquent des pratiques agricoles améliorées grâce à l'encadrement du projet a fortement augmenté ( 81% vers la fin du projet pour une cible attendue de 60%)

Objectifs global et spécifiques	Indicateurs	Valeurs de base (2017)	Valeurs revue mi-parcours (2019)	Valeurs endline	Cibles fin projet	Observations / commentaires
	6) % d'agriculteurs (désagrégés par sexe, âge et groupe ethnique) dont la production agricole totale a augmenté	Non disponible	42,7% (32,2% pour les femmes et 59,1% pour les jeunes)	53,7% (26,1% pour les femmes et 27,6% pour les hommes ; par GE : 34,3% pour Bafuliru, 13,4% pour Barundi, 2,5% pour Banyamulenge, 1,5% pour Batwa et 2% pour autres GE)	50% (25% pour les femmes et of 25% pour les jeunes ; par GE: 30% pour Bafuliru, 10% pour Barundi, 4% pour Banyamulenge, 3% pour Batwa et 3% pour les autres GE)	Plus de la moitié de ménages enquêtés attestent une augmentation de leur production agricole totale
	7) % de producteurs ayant accès ou utilisant efficacement des intrants de bonne qualité et du petit équipement (par rapport au nombre total d'agriculteurs appuyés par le projet)	16,7% (7,4% pour les femmes et 6,7% pour les jeunes)	44,3% (23,4% pour les femmes et 23,0% pour les jeunes ; par GE: 30,5% pour Bafuliru, 9,6% pour Barundi, 1,4% pour Banyamulenge, 1,4% pour Batwa et 1,4% pour les autres GE)	50,2% ( 24,9% pour les femmes et 25,4% pour les hommes ; par GE : 31,3% pour Bafuliru, 13,2% pour Barundi, 2,5% pour Banyamulene, 1,2% pour Batwa et 2% pour autres GE)	50% (25% pour les femmes et of 25% pour les jeunes; par GE: 30% pour Bafuliru, 10% pour Barundi, 4% pour Banyamulenge, 3% pour Batwa et 3% pour les autres GE)	Environ la moitié des ménages attestent avoir accès et utiliser des intrants de bonne qualité
	8) % des vendeurs d'intrants agricoles appuyés (désagrégés par sexe, âge et groupe ethnique) déclarant/reconnaissant avoir eu une	Non disponible	Non disponible	Non disponible	40%	Pas d'action entreprise par le projet liée à l'appui aux vendeurs d'intrants agricoles

Objectifs global et spécifiques	Indicateurs	Valeurs de base (2017)	Valeurs revue mi-parcours (2019)	Valeurs endline	Cibles fin projet	Observations / commentaires
	augmentation de leurs ventes (par rapport au nombre total de distributeurs liés au programme)					
	9) % des agriculteurs (ventilés par sexe, âge et groupe ethnique) dont la production agricole a augmenté grâce à la contribution du crédit	Non disponible	31%	59,3%	50% (25% pour les femmes et 25% pour les jeunes; par GE: 30% pour Bafuliru, 10% pour Barundi, 4% pour Banyamulenge, 3% pour Batwa et 3% pour les autres GE)	La contribution du crédit à l'augmentation de leur production agricole est bien reconnue par les ménages
	10) % des agriculteurs (désagrégés par sexe, âge et groupe ethnique) qui ont ajouté de la valeur à leurs produits grâce à la contribution du crédit	Non disponible	37%	52,7%	50% (25% pour les femmes et 25% pour les jeunes ; par GE: 30% pour Bafuliru, 10% pour Barundi, 4% pour Banyamulenge, 3% pour Batwa et 3% pour les autres GE)	La contribution du crédit à l'ajout de valeur à leurs produits par les ménages est aussi bien reconnue

Objectifs global et spécifiques	Indicateurs	Valeurs de base (2017)	Valeurs revue mi-parcours (2019)	Valeurs endline	Cibles fin projet	Observations / commentaires
	11) % des associations d'agriculteurs démontrant une capacité organisationnelle accrue	Non disponible	Non disponible	Non disponible	70%	Pas d'évaluation des capacités des associations d'agriculteurs conduite. Mais on peut remarquer 2 coopératives agricoles qui se démarquent entre autres dans le groupement : la COPAILU et COOSOPRODA
	12) % de femmes dans les associations paysannes (ventilées par âge et groupe ethnique)	Non disponible	47,8%	Non disponible	50%	Les données de suivi-évaluation du projet donnaient pour 2018, 63% (31% des jeunes ; par GE : 26% pour Bafuliru, 14% pour Barundi, 11% pour Banyamulenge, 5% pour Batwa et 7% pour les autres GE)

Objectifs global et spécifiques	Indicateurs	Valeurs de base (2017)	Valeurs revue mi-parcours (2019)	Valeurs endline	Cibles fin projet	Observations / commentaires
	13) % des agriculteurs ciblés (ventilés par sexe, âge et groupe ethnique) dont les ventes augmentent sur les chaînes de valeur appuyées	Non disponible	55,1% (32,6% pour les jeunes ; par GE: 30,4% pour Bafuliru, 15,9% pour Barundi, 6,5% pour Banyamulenge, 0,7% pour Batwa et 1,4% pour les autres GE)	48,5% (21,6% pour les femmes et 27,1% pour les jeunes ; par GE : 30,6% pour Bafuliru, 12,2% pour Barundi, 2,2% pour Banyamulenge, 1,7% pour les Batwa et 1,7% pour les autres GE)	60% (32% pour les femmes et 32% pour les jeunes ; par GE: 33% pour Bafuliru, 17% pour Barundi, 7,5% pour Banyamulenge, 1% pour Batwa et 1,5% pour les autres GE)	Une certaine augmentation des ventes des agriculteurs sur les chaînes de valeur appuyées existe mais en deçà du niveau espéré par le projet ( 48,5% par rapport à la cible fin projet projetée de 60%)
	14) Nombre d'activités développées en vue de la connexion aux marchés (désagrégées par type)	Non disponible	2 visites de mise en relation organisées : une pour les producteurs de maïs auprès de la Minoterie de Kamayola –MINOKA- et une pour les producteurs de riz auprès de la Brasserie Limonaderie et Malt-BRALIMA- de Bukavu.	2 visites de mise en relation organisées : une pour les producteurs de maïs auprès de la Minoterie de Kamayola –MINOKA- et une pour les producteurs de riz auprès de la Brasserie Limonaderie et Malt-BRALIMA- de Bukavu	3	
	15) Taux d'utilisation des fonds de crédit	Non disponible	50%	Non disponible	100%	L'activité de crédit formel pour agriculteurs qui est



Objectifs global et spécifiques	Indicateurs	Valeurs de base (2017)	Valeurs revue mi-parcours (2019)	Valeurs endline	Cibles fin projet	Observations / commentaires
						actuellement opérationnel est le crédit auprès de Equity Bank auquel plus ou moins 100 agriculteurs ont déjà accédé.
	16. % des femmes et des jeunes membres des AVEC qui étaient déjà propriétaires de petites affaires (ventilés par sexe, âge et groupe ethnique) qui ont eu une augmentation des ventes d'ici la fin du projet	Non disponible	48,60%	48,5%	60%	
	17) Taux moyen de remboursement des crédits	Non disponible	87,90%	Non disponible	90%	Un bon nombre de crédits semences n'avaient pas été remboursés. Les crédits en cours sujets à remboursement sont ceux contractés auprès de Equity Bank.

Objectifs global et spécifiques	Indicateurs	Valeurs de base (2017)	Valeurs revue mi-parcours (2019)	Valeurs endline	Cibles fin projet	Observations / commentaires
	18) % de personnes (désagrégées par sexe, âge et groupe ethnique) qui créent une nouvelle affaire/AGR	Non disponible	42,9% (24,0% pour les femmes et 24,1% pour les jeunes)	8,2%	50% (25% pour les femmes et 25% pour les jeunes ; par GE: 30% pour Bifuliru, 10% pour Barundi, 4% pour Banyamulenge, 3% pour Batwa et 3% pour les autres GE)	La majorité des enquêtés n'ont pas voulu répondre à cette question (66,9%), probablement estimant que la plupart de leurs AGR ne sont pas nouvelles ou ne trouvant plus d'intérêt à y répondre le projet étant à la fin.
	19) % de personnes (désagrégées par sexe, âge et groupe ethnique) qui développent et agrandissent une affaire existante	Non disponible	30% (26,9 pour les femmes et 38,7% pour les jeunes)	22,2%	60% (30% pour les femmes et 25% pour les jeunes)	
<b><u>Objectif spécifique 4.</u></b>  <b><i>Les gens (hommes, femmes et jeunes de différents groupes ethniques) dans</i></b>	1) % des établissements de santé appuyés fournissant des services de planification familiale (PF), qui sont adaptés aux jeunes et répondant aux normes du Ministère de la Santé et de l'OMS	Non disponible	100%	100%	100%	4 établissements de santé ont été appuyés (CS de Luberizi, CS de Mutarule, CS de Rwenena et Hôpital de Sange)

Objectifs global et spécifiques	Indicateurs	Valeurs de base (2017)	Valeurs revue mi-parcours (2019)	Valeurs endline	Cibles fin projet	Observations / commentaires
<i>la zone du projet sont conscients de la pression démographique sur les ressources naturelles et commencent à prendre des actions pour la diminuer.</i>						
	2) % des personnes (ventilées par sexe, âge et groupe ethnique) qui sont conscientes que les ressources naturelles disponibles sont insuffisantes pour soutenir toute la population de Luberizi	64,4% (29% pour les femmes et 32,3% pour les jeunes; par GE: 40,4% pour Bafuliru, 13,4% pour Barundi, 5,3% pour Banyamulenge, 2,8% pour Batwa et 2,5% pour les autres GE)	73,4% (46,0% pour les femmes et 37,5% pour les jeunes ; par GE: 49,4% pour Bafuliru, 15,0% pour Barundi, 4,2% pour Banyamulenge, 2,3% pour Batwa et 2,1% pour les autres GE)	70,6%	75% (44% pour les femmes et 40% pour les sjeunes; par GE: 46% pour Bafuliru, 16% pour Barundi, 8% pour Banyamulenge, 5% pour Batwa et 5% pour les autres GE)	La prise de conscience de l'insuffisance des ressources naturelles disponibles face à la pression démographique dans le groupement de Luberizi a augmenté du fait de la sensibilisation et l'action du projet
	3) Nombre de personnes acceptant et appliquant des méthodes de PF grâce au projet.	Non disponible	1046	1046	1000	Il y a une acceptation des méthodes de planification

Objectifs global et spécifiques	Indicateurs	Valeurs de base (2017)	Valeurs revue mi-parcours (2019)	Valeurs endline	Cibles fin projet	Observations / commentaires
						familiale grâce au projet
	4) % des établissements de santé reproductive équipés de manière adéquate (par rapport au nombre d'établissements ciblés)	Non disponible	100%	100%	100%	
	5) % des prestataires de soins de santé reproductive offrant des soins cliniques aux survivants/victimes d'agressions sexuelles répondent systématiquement à 80 % des critères de qualité	Non disponible	75%	75%	100%	Le CS de Rwenena n'est pas au même niveau que les autres en matière d'offre des soins cliniques
	6) % des personnes dans les communautés ciblées (ventilées par sexe, âge et groupe ethnique) ayant des connaissances et des compétences en matière de médiation, de dialogue inclusif et de résolution des conflits liés à la GRN	Non disponible	51,2% (27,6% pour les femmes et 26,4% pour les jeunes; par GE: 33,6% pour Bafuliru, 9,8% pour Barundi, 5,2% pour Banyamulenge, 1% pour Batwa et 1,6% pour les autres GE)	Non disponible	60% (30% pour les femmes et 28% pour les jeunes; par GE: 35% pour Bafuliru, 12% pour Barundi, 7% pour Banyamulenge, 3% pour Batwa et 3% pour les autres GE)	Bien que cet indicateur n'aie pas été spécifiquement recherché pendant l'enquête ménages, les différentes activités de formation et d'accompagnement des

Objectifs global et spécifiques	Indicateurs	Valeurs de base (2017)	Valeurs revue mi-parcours (2019)	Valeurs endline	Cibles fin projet	Observations / commentaires
						<p>structures locales de sensibilisation, de médiation et de résolution des conflits (CICF, COPAILU, les Tribunes d'Expression Populaire, les sessions de dialogue communautaire agriculteurs-éleveurs, les comités de médiation et de paix dans les villages, les dialogues intercommunautaires de jeunes, les émissions éducatives de la radio Sauti ya Amani, etc. ) ont certainement augmenté dans la population de Luberizi le</p>

Objectifs global et spécifiques	Indicateurs	Valeurs de base (2017)	Valeurs revue mi-parcours (2019)	Valeurs endline	Cibles fin projet	Observations / commentaires
						nombre de personnes ayant des connaissances et des compétences en matière de médiation, de dialogue inclusif et de résolution des conflits liés à la GRN.

Au vu des résultats de l'enquête ménages de fin de projet traduisant l'appréciation et les perceptions des bénéficiaires du projet dans le groupement de Luberizi tels que résumés dans le tableau ci-dessus, il apparaît clairement des changements très positifs dans le sens visé par les objectifs du projet, entre autres :

- La perception de stabilité future dans le groupement par les ménages à la fin du projet est élevée, y compris parmi les femmes et les jeunes.
- Le nombre de cas de violence ou de crimes vécus par les ménages a diminué, y compris pour les femmes et les jeunes, et globalement presque pour tous les groupes ethniques.
- Le projet a beaucoup amélioré l'accès sûr et durable des ménages à la terre dans la zone irriguée et non irriguée et a ainsi aidé à réduire les conflits liés à la terre.
- Une perception d'accroissement de la cohésion sociale dans le groupement de Luberizi du fait de la collaboration accrue entre membres de la communauté et entre eux et les autorités locales autour de la gestion de la terre.
- Il y a une certaine satisfaction des ménages quant à la gestion des terres communautaires même si celle-ci n'est pas encore impressionnante.
- Il y a une large perception parmi les ménages bénéficiaires selon laquelle les conflits en rapport avec l'accès et l'utilisation de l'eau ont diminué.
- L'inclusivité et la transparence des principales structures locales appuyées pour la gestion de l'eau potable et de l'eau d'irrigation (ACEP et COPAILU) sont reconnues par la population comme ayant augmenté grâce au projet
- Les ménages reconnaissent fortement que l'augmentation des activités économiques locales a un impact positif sur la sécurité et la cohésion sociale dans leur milieu
- Du fait du projet, la satisfaction de la communauté en matière d'accès à l'eau potable et à l'eau d'irrigation est devenue très élevée.
- Les connaissances et capacités à revendiquer les droits fonciers ont accru du fait du projet.
- L'influence des femmes dans la gestion de l'eau a bien augmenté.
- La proportion d'agriculteurs qui appliquent des pratiques agricoles améliorées grâce à l'encadrement du projet a fortement augmenté.
- Plus de la moitié de ménages enquêtés attestent une augmentation de leur production agricole totale.
- La contribution du crédit à l'augmentation de leur production agricole est bien reconnue par les ménages.
- Une certaine augmentation des ventes des agriculteurs sur les chaînes de valeur appuyées existe mais en deçà du niveau espéré par le projet.
- La prise de conscience de l'insuffisance des ressources naturelles disponibles face à la pression démographique dans le groupement de Luberizi a augmenté du fait de la sensibilisation et l'action du projet.
- Il y a une acceptation des méthodes de planification familiale grâce au projet.

-Le nombre de personnes ayant des connaissances et des compétences en matière de médiation, de dialogue inclusif et de résolution des conflits liés à la GRN au sein de la communauté a augmenté.

## **2.2. Les grandes réalisations du projet Maji ya Amani**

La performance élevée du projet qui ressort de l'enquête et qui est globalement confirmée par presque toutes les données qualitatives issues des entretiens individuels, interviews de groupe, discussions de groupes, visites de terrain et l'analyse des rapports d'exécution du projet est due aux réalisations majeures du projet au cours des 46 mois de sa mise en œuvre, toutes pensées et exécutées dans une approche de sensibilité aux conflits et de recherche d'inclusivité et de renforcement de la cohésion sociale, notamment :

- 1) La construction d'une adduction d'eau potable longue de 72 kilomètres, avec une extension de réseau de 10 kilomètres, dotée de 8 réservoirs et qui livre l'eau propre à une population estimée à 2931 ménages à travers 72 bornes-fontaines implantés dans 9 villages (dont 7 du groupement de Luberizi, 1 de la cité de Sange et 1 du groupement Kigoma)
- 2) La réhabilitation du barrage à digues et du canal d'eau d'irrigation d'une longueur totale de 12,5 kilomètres (dont une partie était encore en cours de travail en février 2021) qui approvisionne le périmètre irrigué couvrant la superficie d'une part de 1035 hectares exploités par 3045 personnes (y compris le concessionnaire isolé avec 100 hectares), et d'autre part la réserve des terres de 2.999 hectares appartenant à l'Etat.
- 3) L'obtention et l'octroi de 219 titres fonciers groupés pour 3045 propriétaires individuels à travers un processus largement participatif ayant inclus la sensibilisation et la mobilisation communautaire ; l'implication des autorités foncières du niveau local, provincial et national ; la réalisation de la cartographie participative avec résolution des conflits de limites et le paiement par le projet de tous les frais requis pour l'établissement et la signature des titres.
- 4) L'appui à l'organisation et à l'opérationnalisation de l'association des consommateurs d'eau potable ACEP avec obtention d'un statut juridique, une structuration associative avec tous les organes de gouvernance et de gestion inclusifs, la construction d'un bureau et son équipement, la formation des responsables et la dotation du petit équipement technique.
- 5) L'appui à la réorganisation de la Coopérative Agricole des Usagers de l'Irrigation de Luberizi (COPAILU) avec obtention d'un statut juridique, une structuration coopérative avec tous les organes inclusifs, la construction d'un bureau, la formation des responsables et diverses actions d'accompagnement.
- 6) L'identification des paysans sans terre et le lancement du processus en cours pour aboutir à leur installation avec titres fonciers groupés dans la partie de l'extension du périmètre irrigué.
- 7) L'appui à l'organisation et l'équipement de la radio communautaire Sauti ya Amani, à la structuration plus inclusive des organes de gestion et la construction d'un bâtiment pour celle-ci.
- 8) La mise en place et/ou le renforcement des structures communautaires de résolution des conflits (CICF, Comités de Paix)



- 9) L'organisation d'une diversité d'activités de rapprochement communautaire et de dialogue entre groupes sociaux en conflits, et d'éducation populaire sur la cohésion sociale comme les théâtres populaires, les Tribunes d'Expression Populaire, les dialogues entre jeunes.
- 10) L'organisation régulière des consultations, réunions, échanges de clarification entre le projet et la communauté bénéficiaire selon les situations.
- 11) L'appui pour accès aux opportunités économiques à travers l'encadrement des agriculteurs dans des chaînes de valeurs porteuses ( principalement le riz dont le rendement moyen par hectare était passé de 3 tonnes à 7,7 tonnes de 2018 à 2019, le maïs et le lait frais) par l'apport des semences performantes ,des engrais, de la formation et de la connexion aux marchés (Bralima pour le riz et Minoterie de Kamanyola pour le maïs) ;
- 12) L'encadrement des Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit (AVEC) ; l'encadrement de 200 jeunes dans l'entrepreneuriat ; et la facilitation des agriculteurs et jeunes entrepreneurs à l'accès au crédit formel à travers la COOPEC Kalundu ;
- 13) Un plaidoyer réussi ayant abouti à la signature d'un partenariat entre ZOA et Equity Bank pour le crédit agricole aux petits producteurs avec la perspective d'un essai de plus ou moins 500 crédits agricoles pour la période 2020-2021 ;
- 14) Plus ou moins 100 comptes bancaires individuels ouverts à Equity Bank pour faciliter l'accès au crédit agricole des paysans innovateurs de Luberizi membres de COOPAILU et de COOSOPRODA et 1 crédit de commercialisation riz blanc effectif entre COOSOPRODA et Equity Bank ;
- 15) La sensibilisation sur les VBG et sur la planification familiale grâce à l'utilisation des relais communautaires et à la collaboration avec 4 établissements locaux de santé ;
- 16) La sensibilisation et l'action sur l'hygiène et l'assainissement dans les villages et dans 8 écoles avec construction de toilettes scolaires, la création des brigades scolaires et des comités d'hygiène.
- 17) L'introduction de l'approche PIP (Planification Intégrée des Paysans) dans 6 villages avec 25 paysans innovateurs formés par village et le début de reboisement des flancs des montagnes par les paysans pour la protection du bassin versant.

### **2.3. Analyse des critères principaux d'appréciation du projet**

L'analyse qui fonde les jugements d'appréciation par rapport au projet Maji ya Amani part des 5 critères couramment utilisés internationalement en évaluations qui avaient été définis par le Comité d'Assistance au Développement(CAD) de l'Organisation pour la Coopération Economique et le Développement (OCDE), à savoir : la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'Impact et la durabilité. A ces 5 critères la présente évaluation ajoute deux autres critères pour bien appréhender la complexité du projet réalisé dans un contexte particulier de consortium et de milieu à conflits, à savoir : (1) l'adéquation et la cohérence des stratégies d'intervention utilisées, et (2) la qualité de la coordination

et de la gestion du projet. Chaque critère est discuté sur base des questions y relatives tirées de la liste de questions principales de l'évaluation.

### **2.3.1. Pertinence du projet**

#### ***Q. Est-ce que les problèmes que le projet est venu résoudre étaient réels et effectivement ressentis par les bénéficiaires ?***

L'étude des besoins conduite dans le cadre de l'élaboration du projet Maji ya Amani et les études antérieures menées par certains des partenaires du consortium, notamment IRC, avaient souligné la relation entre les conflits dans la plaine de la Ruzizi et la problématique de l'accès et de l'utilisation des ressources naturelles eau et terre, et aussi la relation entre ces conflits et la qualité de la gouvernance locale aussi bien pour les instances publiques que pour les initiatives sociales et de développement. Le projet Maji ya Amani a adressé la question de l'accès et de l'utilisation de l'eau potable et de l'eau d'irrigation par la mise en place de deux grandes infrastructures, une adduction d'eau potable et une infrastructure hydroagricole (barrage et canal d'irrigation) avec un volet d'amélioration de la gouvernance dans deux structures locales de gestion de ces infrastructures (ACEP et COPAILU) en promouvant l'inclusivité et la transparence de celles-ci.

Les autres volets de problèmes réels du milieu identifiés dans les études et que le projet a adressé sont ceux liés à l'accès sécurisé à la terre, à la production agricole, aux opportunités économiques notamment pour les jeunes, à la protection du bassin versant, à la pression démographique, aux violences basées sur le genre et aux mécanismes de résolution des conflits et de renforcement de la cohésion sociale.

Dans tous les entretiens, les bénéficiaires louent le fait d'avoir aujourd'hui accès à l'eau potable dans le groupement de Luberizi et à l'eau d'irrigation, après de nombreux plaidoyers effectués auparavant à ce sujet auprès du gouvernement et des organismes humanitaires et de développement pendant plusieurs années mais sans succès. Au cours de l'enquête en janvier 2021, 99,5% des ménages interrogés déclarent avoir accès sûr et durable à l'eau potable et 91,2% à l'eau d'irrigation. La même appréciation positive est reconnue pour les autres volets qui sont reconnus comme ayant répondu aux besoins réels de la communauté de Luberizi, notamment : l'acquisition des titres fonciers pour les terres dans le périmètre irrigué, l'appui en matière agricole, en matière de crédit, de radio communautaire Sauti ya Amani, de rapprochement et cohésion sociale et autres.

#### ***Q. Les hypothèses sont-elles valables au vue du contexte actuel ? Sont-elles confirmées, infirmées ou nuancées ?***

Les différentes hypothèses considérées dans le projet Maji ya Amani se retrouvent consolidées dans la principale hypothèse de la théorie de changement du projet selon laquelle l'amélioration de la gouvernance locale et les pratiques de résolution des conflits, l'amélioration du bien-être des populations par l'accès à l'eau et aux opportunités économiques, une cohésion sociale accrue, des attitudes plus équitables entre les sexes ainsi que la réduction de la concurrence sur les ressources vont entraîner une réduction des conflits et une plus grande stabilité dans la plaine de Ruzizi. Cela est confirmée car le travail du projet sur tous ces volets a entraîné une réduction des conflits au point que 78,9% des ménages interrogés, dont 43,5% pour les femmes et 44% pour les jeunes, affirment avoir confiance dans la stabilité future de leur milieu.

### 2.3.2. Efficacité du projet

#### **Q. Le projet a-t-il atteint ses objectifs ?**

Le projet poursuivait les 4 objectifs spécifiques suivants :

1°) Les gens (hommes, femmes et jeunes de différents groupes ethniques) du groupement Luberizi ont un meilleur accès à la terre et par conséquent les conflits fonciers sont réduits.

Le projet a beaucoup amélioré l'accès sûr et durable des ménages à la terre dans la zone irriguée et non irriguée (de 4,10% des ménages en début du projet à 40,8% de ménages de tous les groupes ethniques qui le confirment vers la fin du projet). Les 219 titres fonciers groupés déjà octroyés grâce au projet couvrent 1035 hectares et bénéficient à 3045 propriétaires, hommes et femmes de différents groupes ethniques.

Dans la perception des ménages, l'amélioration de l'accès à la terre se fait dans un contexte de persistance des conflits fonciers, notamment ceux liés aux limites, à la distribution inéquitable des terres et aux conflits entre éleveurs et agriculteurs, malgré une certaine réduction des conflits en nombre. En effet, 65,7% des ménages attestent toujours l'existence de conflits liés à la terre contre 68,3% qui l'affirmaient au début du projet.

2°) Les personnes (hommes, femmes et jeunes de différents groupes ethniques) du groupement de Luberizi ont un meilleur accès à l'eau et par conséquent les conflits sur l'eau sont réduits.

L'accès des ménages à l'eau potable et à l'eau d'irrigation dans le groupement de Luberizi a connu un bond positif terrible du fait du projet (de 0,6% à 99,5% pour l'eau potable et de 1,0% à 91,2% pour l'eau d'irrigation, selon la perception des ménages bénéficiaires). Il y a une large perception parmi les ménages bénéficiaires selon laquelle les conflits en rapport avec l'accès et l'utilisation de l'eau ont diminué : 74,3% des ménages de différentes ethnies trouvent que les conflits liés à l'eau potable ont diminué et 80,5% des ménages le disent pour l'eau d'irrigation. Entretemps, 88,6% des ménages constatent que l'influence des femmes dans la gestion de l'eau a bien augmenté.

3°) Les personnes (hommes, femmes et jeunes des différents groupes ethniques) du groupement Luberizi ont accru leur accès sûr, sécurisé, inclusif et équitable aux opportunités génératrices de revenus.

Les ménages font état d'un certain engagement dans les AGR, y compris pour les femmes et les jeunes : en janvier 2021, 33% des ménages de différents groupes ethniques (dont 24% pour les femmes et 24,1% pour les jeunes), comparativement à la situation au début du projet en 2017 où cette proportion des déclarations était de 13,6% dans l'ensemble avec 6,4% pour les femmes et 8,5% pour les jeunes. La proportion d'agriculteurs qui appliquent des pratiques agricoles améliorées grâce à l'encadrement du projet a fortement augmenté (81% vers la fin du projet pour une cible attendue de 60%). La contribution du crédit à l'augmentation de leur production agricole est bien reconnue par 59,3% ménages. Les ménages reconnaissent fortement que l'augmentation des activités économiques locales a un impact positif sur la sécurité et la cohésion sociale dans leur milieu, avec une proportion de 96,4% dont 48,7% pour les femmes et 33,2% pour les jeunes. Toutefois, la perception d'augmentation des revenus des ménages depuis le début du projet n'est pas aussi forte que cela était espéré (27,4% des déclarations positives par rapport à la cible fin projet de 50%).

4°) Les gens (hommes, femmes et jeunes de différents groupes ethniques) dans la zone du projet sont conscients de la pression démographique sur les ressources naturelles et commencent à prendre des actions pour la diminuer.

La prise de conscience de l'insuffisance des ressources naturelles disponibles face à la pression démographique dans le groupement de Luberizi a augmenté du fait de la sensibilisation et l'action du projet comme cela transparaît à travers la proportion des ménages qui le reconnaissent en janvier 2021, 70,6% des ménages de tous les groupes ethniques, comparativement à 64,4% en début du projet. Par ailleurs, les 4 établissements de santé appuyés par le projet pour le travail sur la planification familiale rapportent plus de 1000 personnes ayant accepté les différentes méthodes de planification familiale.

***Q. Le projet a-t-il contribué à la réduction des conflits dans le groupement de Luberizi ?***

Comme affirmé ci-dessus par les résultats de l'enquête, les conflits liés à l'accès et à l'utilisation de l'eau ont diminué, ainsi que ceux liés à l'accès et à l'utilisation de la terre. Les conflits violents aussi ont diminué car seulement 14,2% des personnes ( dont 6% des femmes et 7% des jeunes) déclarent avoir été victimes de violences ou de crimes quelconques pendant les 6 derniers mois. Les conflits liés à la dualité du pouvoir coutumier pour la direction du groupement de Luberizi et ceux liés à l'opposition entre Bafuliru et Barundi sur la gestion et le statut de la chefferie de la Plaine de la Ruzizi demeurent assez forts malgré les rapprochements à la base à travers les activités du projet. Ces conflits dépassent le cadre du projet mais le projet a été assez efficace à réussir sa mise en œuvre de manière inclusive et cohésive malgré ces antagonismes en gardant une neutralité et un esprit d'ouverture et de participation de tous dans l'intérêt des services à rendre à toutes les communautés car répondant aux besoins essentiels de tous.

***Q. Le projet a-t-il contribué à la stabilisation de la plaine de la Ruzizi? Si oui, comment***

La conséquence de la réduction des conflits et de l'augmentation des capacités locales de dialogue, de médiation et de résolution pacifique des conflits sociaux est ce sentiment d'accroissement de la stabilité traduit par 78,9% de femmes et d'hommes de tous les groupes ethniques se déclarant très confiants ou confiants dans la stabilité future de leur communauté.

***Q. Quels sont les facteurs internes et externes, favorables et défavorables qui ont favorisé ou bloqué les résultats ?***

Parmi les facteurs ayant favorisé la performance du projet Maji ya Amani, il y a lieu de noter, entre autres :

-La nature appropriée du projet bâti sur des problèmes et des besoins réels identifiés grâce à des études de terrain et des hypothèses de départ fortes liant les questions d'accès et d'utilisation des ressources eau et terre, la gouvernance de ces ressources, les conflits sociaux et ethniques et la stabilité du groupement de Luberizi ;

-L'implication et la participation de toutes les communautés (Bafuliru, Barundi, Banyamulenge, Batwa et les autres groupes vivant dans le groupement de Luberizi) et des deux camps qui se disputent la direction du groupement dans la décision, la planification et la réalisation des activités du projet ;

- La mise en place et l'appui aux structures locales pour la réalisation des activités, l'appropriation du travail du projet et une préparation de la pérennisation des acquis (ACEP, COPAILU, CICF, les AVEC, la Radio Sauti ya Amani, ONG locales partenaires dans le bassin versant, les Clubs de Santé Communautaire dans les villages, les Comités d'Hygiène dans les centres de santé, les Brigades Scolaires d'hygiène dans les écoles, les Groupes d'Actions Communautaires en matière de VBG et santé de la reproduction, les Clubs d'Ecoute, les Comités de Paix, le Comité des Sages en matière de résolution des conflits) ;

-La disponibilité d'un financement important, flexible et géré avec un accompagnement de proximité du bailleur de fonds qui se rendait régulièrement sur le terrain et pouvait ainsi mieux comprendre les demandes et les défis locaux, et prendre à temps des mesures pour préserver la continuité du projet ;

-Un appui très fort des autorités au niveau provincial (gouvernement provincial, Ministère provincial du Plan, Ministère provincial de l'Agriculture, Ministère provincial des Affaires Foncières, Coordination provinciale du STAREC, Inspection Provinciale de l'Agriculture Elevage et Pêche...), territorial et local, des services techniques compétents de l'Etat ( Circonscription Foncière, Brigade Foncière, SNHR, Inspection Territoriale de l'Agriculture Elevage et Pêche...) et une bonne collaboration avec les forces de l'ordre (Police Nationale Congolaise et FARDC)

-La réalisation du projet en consortium avec 3 grandes organisations (IRC, ZOA et Search for Common Ground) ayant des capacités et des expériences complémentaires qui ont permis d'aborder avec compétence les différents volets du projet tout en maintenant une certaine intégration ;

- La réalisation des infrastructures longtemps désirées par la population locale et manquantes, (l'adduction d'eau et le système hydroagricole) répondant aux besoins primaires d'eau potable, d'hygiène, de santé et de production alimentaire ;

-Le partage d'un bureau commun du projet à Kamanyola par les 3 partenaires du consortium qui a favorisé les concertations et échanges aussi bien formels qu'informels pour l'avancement du projet ;

-L'utilisation à des postes clés techniques ou de gestion sur terrain d'un personnel qualifié et compétent ;

-L'intégration dans le personnel du projet sur terrain, des ressortissants des principaux groupes ethniques présents dans le groupement de Luberizi.

Pour les facteurs défavorables qui ont gêné la performance du projet, il y a lieu de citer, entre autres :

-Le contexte local de conflits multiformes (conflits de pouvoir, conflits ethniques, conflits agriculteurs-éleveurs, conflits liés aux ressources naturelles) qui alimente énormément des préjugés et des suspicions ;

-Le désœuvrement des jeunes dans le groupement de Luberizi qui a fait croire que le projet allait devenir 'le grand employeur pour tous' ;

-La prévalence des intérêts égoïstes de certains groupes locaux de pression ou d'action qui cherchaient à avoir un maximum d'avantages du projet ;

-La présence et l'activisme des groupes armés dans le milieu et l'insécurité y relative qui affecte les activités, le personnel et les biens du projet ;

-La survenue de la pandémie de la COVID-19 depuis mars 2020 qui a ralenti la réalisation des activités suite à l'observance des mesures barrière avec la restriction des mouvements et des rencontres, bien que le projet a pu se poursuivre et a pu même recevoir des visites importantes pendant cette période, notamment celles du Gouverneur de la province du Sud-Kivu, du Vice-Gouverneur et de la délégation de STAREC, et a pu organiser pendant la même période la remise à la communauté des ouvrages de l'adduction d'eau potable et du système d'irrigation réhabilité.

-La lenteur d'exécution de certains travaux par les entreprises contractées pour la réalisation ;

-La réalisation de certaines activités de manière superficielle sans souci d'impact comme par exemple les visites d'échanges ou d'apprentissage organisés pour les jeunes entrepreneurs de manière trop rapide sans tenir compte de leurs besoins d'apprentissage ;

-De nombreux changements en cours de mise en œuvre face à des promesses données ou perçues par les bénéficiaires, et parfois sans communication claire, ce qui a alimenté des réclamations, des accusations, des suspicions et des moments de crise de confiance ;

- La situation en fin de projet avec quelques promesses non encore tenues, des travaux non encore achevés et des certaines attentes non encore dissipées.

### **2.3.3. Efficience du projet**

***Q. Les ressources mises à sa disposition ont-elles été bien utilisées ? Si les objectifs ont été atteints, est-ce que le projet aurait pu faire mieux avec les mêmes ressources ? Comment, pourquoi ?***

Comme indiqué dans les limites de cette évaluation, notre appréciation de l'efficience du projet Maji ya Amani se limite aux aspects liés au respect de la programmation et à l'organisations des activités face au souci d'économie et de meilleure utilisation des ressources. Elle n'entre pas dans la l'appréciation de l'utilisation du budget du projet par rapport aux activités et aux objectifs du projet. En effet, pour un projet budgétairement complexe comme celui-ci (24.300.000 USD de budget initial pour 46 mois d'activités, soit un budget moyen linéaire d'environ 528.260 USD par mois à utiliser par 3 organisations), en situation de fin de projet, tous les rapports financiers ne sont pas encore prêts et les analyses y relatives sont mieux appréhendées à travers les résultats d'audit financier externe final qui ne sont pas encore là.

La focalisation du projet sur rayon géographique restreint (le groupement de Luberizi principalement) est un facteur important d'efficience face au danger que représente souvent la dispersion des moyens financiers et des efforts opérationnels sur un vaste territoire par beaucoup de projets de développement. Le projet a choisi d'intervenir principalement dans le groupement de Luberizi dans la zone de la plaine de la Ruzizi cotée priorité n°1 de stabilisation au Sud Kivu par la STAREC/I4S. Cette focalisation permet une plus grande cohérence et un impact plus important des efforts sur une zone qui a d'énormes potentiels de développement agricole. Les distances à parcourir par le staff et par les partenaires de mise en œuvre sur terrain sont réduites et moins coûteuses, les coûts de sensibilisation sont aussi réduits (par exemple, la radio communautaire Sauti ya Amani arrose toute la zone couverte par le projet. Tout ceci est susceptible de réduire dans une certaine mesure les coûts opérationnels et ceux de suivi-évaluation du projet. Toutefois, l'emplacement du bureau du projet à Kamanyola et non à Luberizi, pour des raisons sécuritaires et d'autres bien compréhensibles, réduit cette efficience des distances suite aux nombreux déplacements bureau-terrain. Par ailleurs, la communauté de Luberizi a subi un manque à gagner en termes d'infrastructures par la décision prise en cours de projet de ne plus construire le bureau à Luberizi à cause des conflits de localisation du bureau au niveau local. Le coût de loyer du projet pendant les 46 mois aurait pu contribuer à augmenter l'assise d'infrastructures du groupement de Luberizi par la construction du bâtiment du bureau du projet Maji ya Amani.

Le recours aux structures locales dans la mise en œuvre de certaines activités comme la participation du CICF dans la cartographie participative, le travail avec la brigade foncière locale de Luvungi dans le processus de titrisation ou le recours à 3 ONG locales dans le travail dans le bassin versant (ACODER, BDR/CEPAC et IJED) est une approche qui évite le recours à des expertises éloignées plus coûteuses et qui accroît donc l'efficience du projet.

Le projet a fonctionné sous un mode de planning souple avec des workplans annuels, donc adaptables selon l'évolution des réalisations et du contexte. Ceci est un facteur d'efficacité par rapport à un workplan unique pour le projet. Des séances de programmation participative avec les bénéficiaires étaient aussi prévues et parfois tenues, ce qui accroît la confiance et la participation des bénéficiaires, et donc aussi l'efficacité du projet.

Toutefois, il se remarque des retards importants de mise en œuvre dans certains travaux, comme par exemple les travaux de réhabilitation du canal d'irrigation qui sont en cours et les travaux de construction du bureau du bâtiment de la circonscription foncière d'Uvira-Territoire à Sange qui viennent à peine d'être lancés en février 2021. En dépit des raisons justificatives de pareils retards, l'efficacité du projet en souffre car cela entraîne la poussée de travail sous haute pression et avec des mécanismes nécessaires de prolongation au-delà de la fin du projet.

***Q. Y a-t-il eu de la complémentarité entre les différents volets et composantes du projet ?***

L'aspect le plus visible de la complémentarité entre les différents volets du projet réside dans les interventions d'analyse de conflits qui scrutent comment les différents volets ( eau potable, irrigation, opportunités économiques, titrisation foncière, etc.) contribuent à la résolution des conflits ou sont affectés par les conflits anciens ou nouveaux.

Quelques autres actions de synergies entre composantes et entre partenaires du consortium existent, mais, dans la mise en œuvre sur terrain et dans la perception des bénéficiaires, il apparaît clairement une attribution séparée des volets selon les partenaires du consortium qui les pilotent, et parfois une sorte de cloisonnement presque compétitif au point que des changements sont intervenus en cours de projet en termes de responsabilités de certains volets entre IRC et ZOA. Différents aspects sont considérés comme relevant de la seule responsabilité d'un partenaire, ce qui affaiblit l'appropriation globale du projet et conséquemment l'efficacité.

***Q. Le projet a-t-il travaillé en complémentarité avec les autres intervenants dans le cadre de la stratégie I4S ?***

Le projet est aligné sur la stratégie I4S de la MONUSCO-STAREC. Il a pris part dans les principales rencontres organisées sous l'égide de l'Unité de Sécurité et de Stabilisation et du STAREC. Il a été aussi actif dans le cadre de la consultation des acteurs travaillant dans la Plaine de la Ruzizi sous l'égide de l'Administrateur du Territoire d'Uvira. Il a aussi bénéficié de l'appui et de la collaboration remarquable avec le gouvernement provincial et du soutien de la coordination provinciale du STAREC.

#### **2.3.4. Impact du projet**

***Q. Quels sont les changements positifs, prévus et inattendus induits par le projet (particulièrement en termes de connaissances, attitudes et pratiques individuelles et collectives) ?***

Parmi les changements importants du niveau de l'impact induits par le projet, tel que cela ressort de l'enquête ménages et des données qualitatives récoltées, les principaux sont, entre autres, les suivants :

- L'accroissement du sentiment de confiance dans la stabilité future du milieu de Luberizi par les membres des différents groupes ethniques, y compris les femmes et les jeunes ;
- La réduction des conflits liés à la terre et à l'eau dans le groupement de Luberizi ;

- Un accroissement de la cohésion sociale dans le groupement de Luberizi du fait de la collaboration accrue entre membres de la communauté et entre eux et les autorités locales autour de la gestion de la terre et de l'eau ;
- Le renforcement de la cohésion sociale intra et intercommunautaire suite à la participation commune aux multiples activités du projet, à la réduction des conflits et à l'augmentation des activités économiques locales
- L'accroissement des connaissances et capacités au sein de la communauté à revendiquer les droits fonciers ;
- L'accroissement de l'influence des femmes dans la gestion de l'eau, la réduction des violences basées sur le genre et l'augmentation de la participation sociale des femmes et de jeunes aux décisions et à la gestion des structures locales de développement ;
- L'augmentation des connaissances et de l'application des pratiques agricoles améliorées par les agriculteurs ainsi que de la production agricole ;
- L'accroissement de la conscience communautaire sur l'insuffisance des ressources naturelles disponibles face à la pression démographique dans le groupement de Luberizi ;
- L'augmentation du nombre de personnes et des structures locales ayant des connaissances et des compétences en matière de médiation, de dialogue inclusif et de résolution des conflits liés à la GRN au sein de la communauté de Luberizi.

***Q. En plus des résultats ou effets positifs, quels sont les résultats ou effets négatifs éventuels qui ont été créés par le projet ?***

Parmi les effets négatifs liés au projet Maji ya Amani, les plus perceptibles sont les suivants :

- Un certain attentisme développé au sein des communautés bénéficiaires d'une part, à travers des activités du projet de dotations sans participation communautaire, notamment les dotations en intrants et en unités de transformation sans contrepartie, et d'autre part à travers les annonces initiales faites au démarrage du projet sur le budget de 24 millions de dollars comme un grand paquet d'argent destiné à la communauté de Luberizi et qui ont suscité des attentes démesurées où les uns attendent que le projet fasse tout pour eux.
- Des réclamations ou expressions de déception suscitées au sein de la population suite à des promesses qui auraient été faites au début du projet et qui sont restées non tenues ou qui ont été transformées par des changements non consensuels, comme la non construction du bureau du projet à Luberizi, l'octroi de certains équipements et des emplois, la non construction du bureau pour le CICF, etc.
- Des expressions de crainte de 'non-dit' que le projet aurait dans son soubassement, consciemment ou inconsciemment, l'intention de réduire les avantages ou le pouvoir des uns sur la propriété de la terre en faveur des autres, notamment avec la l'activité projetée d'installation du groupe appelé des 'paysans sans terres'.



### 2.3.5. Durabilité du projet

#### ***Q. Les acquis du projet ont-ils de chance d'être durables et demeurer longtemps après le projet ?***

Les acquis en matière d'accès et à l'utilisation de l'eau potable ont des chances de se poursuivre du fait du renforcement de la structure et des capacités de gestion et d'intervention de ACEP. Il suffit de soutenir ACEP par une sensibilisation forte auprès des bénéficiaires de l'eau pour le paiement régulier par tous des frais d'usage prévus (actuellement 1000 francs par ménage par mois). ACEP dispose déjà des idées de projets d'investissements qui peuvent assurer sa consolidation (par exemple : l'achat d'un moulin pour l'autofinancement, l'exploitation des champs pour la production agricole d'autofinancement, l'usinage de l'eau pour la vente d'eau conditionnée en bouteilles). On peut espérer aussi une durabilité de l'accès à l'eau d'irrigation et de la gestion du périmètre irrigué grâce à la structure et aux capacités de gestion et d'intervention de la COPAILU si celles-ci continuent à être renforcées et grâce à la perception de la redevance prévue auprès des usagers de l'eau d'irrigation. La COPAILU dispose aussi d'idées de projets d'investissements pour sa consolidation (par exemple : la mise en place et l'exploitation des aires de séchage et des unités de transformation de qualité). La radio communautaire Sauti ya Amani est également consciente de la nécessité de son fonctionnement autonome et continue. A travers les coopératives locales et les AVEC, avec les différents mécanismes de crédit, les agriculteurs et les jeunes entrepreneurs peuvent aussi poursuivre la consolidation de leurs exploitations agricoles et de leurs petites affaires si le contexte local de sécurité et d'accès aux infrastructures s'améliore. Dans le bassin versant, les noyaux de Paysans Innovateurs dans le cadre de l'approche PIP sont basés entièrement sur l'autoprise en charge et perçoivent la valeur économique du reboisement au point qu'ils ont de fortes chances de continuer leur travail agricole et de reboisement.

Par contre certaines structures locales associées au projet sont encore dans un état de faiblesse organisationnelle et matérielle qui ne garantit pas leur maintien et leur opérationnalité pour longtemps après le projet, c'est notamment le cas du CICF et des brigades scolaires d'hygiène.

#### ***Q. Quels aspects méritent encore une consolidation pour une certaine période au-delà de fin février 2021 si l'on veut plus d'impact, de durabilité et pérennisation ?***

Les aspects qui sont en besoin de consolidation pour une certaine période au-delà de la fin du projet pour plus de durabilité et d'impact sont, entre autres, les suivants :

- l'achèvement des travaux d'infrastructures en cours, principalement la partie en cours de construction du canal d'irrigation, l'aménagement du périmètre irrigué, la construction du bureau de la circonscription foncière à Sange ;
- les travaux de la plantation d'herbes et arbustes de protection antiérosive le long du canal d'irrigation ;
- la consolidation de l'approche PIP dans les villages du bassin versant où la première génération des paysans innovateurs ont été formés et qui poursuivent la formation des autres ;
- la consolidation du reboisement effectué sur les flancs des montagnes du bassin versant à Lemera et l'extension de ce reboisement sur les sites des villages qui avaient été omis dans la première identification mais qui sont importants du fait de leur déversement direct ou indirect sur la rivière Luberizi (notamment les villages Kabere, Migera, Mahunguwe et le flanc Katwala) ;
- la mise en place du Comité de Gestion du Bassin Versant ;

- la poursuite du renforcement des capacités de gestion et techniques des structures locales selon les besoins (COPAILU, ACEP, CICF, radio Sauti ya Amani et d'autres selon le besoin) ;
- la poursuite des dialogues communautaires autour des aspects conflictuels spécifiques.

**Q. Quels éléments et actions clés devraient être pris en compte si le bailleur décidait de financer un projet similaire dans une autre zone d'intervention ou d'en faire une extension en termes de zone d'intervention ?**

Parmi les éléments ou actions que cette évaluation recommanderait au bailleur de fonds dans le cadre des projets futurs, il y a notamment :

- le maintien d'une focalisation géographique réduite avec un budget conséquent pour plus d'impact comme a été le cas avec le projet Maji ya Amani ;
- une communication plus prudente au début du projet et progressive avec les bénéficiaires en termes de promesses et des attentes à avoir par rapport au projet ; et le maintien d'un suivi de proximité pour les adaptations nécessaires à temps et selon les particularités évolutives du contexte ;
- le maintien d'une approche de projet intégrée abordant différents volets répondant aux besoins de la population ciblée selon l'étude de base et qui valorise la réalisation de certaines infrastructures communautaires nécessaires mais manquantes ;
- l'assurance d'une harmonisation acceptée au début du projet des procédures administratives, financières et logistiques des différents partenaires en cas de projet en consortium afin de réduire les lourdeurs, retards et incompréhensions dans la mise en œuvre suite aux différences de procédures entre partenaires.

### **2.3.6. Adéquation et cohérence des stratégies d'intervention**

**Q. Les principales stratégies d'intervention adoptées par le projet étaient-elles adéquates au contexte et à la nature des activités du projet ?**

Les principales stratégies d'intervention formulées dans la théorie du changement du projet et adoptées effectivement dans la mise en œuvre du projet sont les suivantes :

- le renforcement de la gouvernance locale et de la capacité d'action et de résolution des conflits en améliorant la prise de décisions, les capacités opérationnelles, l'inclusivité et la transparence des structures locales existantes ou à créer ;
- l'offre de dividendes de paix tangibles en termes d'infrastructures et d'intrants pour activités économiques ;
- l'assurance que les jeunes, les femmes et les autres membres vulnérables de la communauté accèdent aux intrants et activités du projet ;
- le maintien du staff du projet sur terrain et la collaboration avec les acteurs locaux pour réduire les rumeurs et renforcer la confiance ;
- travailler avec les leaders locaux dès le début du projet pour leur information, leur implication et participation et en vue de la transparence et de la redevabilité dans tout le travail .

Dans le contexte particulier d'un environnement marqué par les conflits multiformes et une faible cohésion sociale malgré des besoins communs de développement, toutes ces stratégies étaient

adéquates. Deux dimensions importantes de stratégie qui n'étaient pas soulignées au départ mais qui ont été progressivement introduites dans la mise en oeuvre du projet Maji ya Amani sont la participation communautaire et l'appropriation des réalisations et de leur gestion future par les structures locales. Ceci a permis d'avoir un paquet complet des stratégies qui ont contribué au succès du projet.

***Q. Le projet est-il sensible au conflit?***

Le projet a inclus dans ses études de base une analyse des conflits et de leurs dynamiques dans la zone du projet pour informer les approches à utiliser en vue de la réalisation de toutes les activités en tenant compte de la sensibilité aux conflits. Régulièrement, des monitorings des conflits étaient réalisés et partagés par Search for Common Ground, assortis des recommandations pour la prise en compte des aspects conflictuels en vue de leur réduction dans la poursuite du travail du projet. Sur le plan pratique, toute la planification, la mise en oeuvre et le processus de suivi-évaluation du projet a intégré les critères liés à la sensibilité aux conflits tels que l'inclusivité des groupes ethniques, des hommes et des femmes et des adultes et des jeunes. Le projet a régulièrement organisé des réunions communautaires d'information et de programmation participative et des dialogues avec les bénéficiaires en cas d'expression de mécontentements, de réclamations ou de problèmes d'interprétations ou de suspicions. Le projet a aussi recruté du staff local du projet appartenant aux différents groupes ethniques présents dans le groupement.

La mise en oeuvre du projet a veillé sur la considération de la façon dont chaque action importante pouvait affecter les conflits et la cohésion dans la communauté. Dans le secteur du foncier, par exemple, l'effet des titres groupés sur l'avenir collectif des agriculteurs a été pris en compte, ce qui a guidé la composition des différents organes du CICF et la restructuration de celui-ci. En plus, comme pour les travaux de l'adduction d'eau potable, le lancement des travaux de réhabilitation du système d'irrigation a pris en compte le besoin de distribuer les revenus issus du paiement des travailleurs entre les villages, les groupes ethniques, le genre et les jeunes.

Le staff du projet était régulièrement instruit de veiller à la sensibilité au conflit dans la zone du projet. Et, en novembre 2019, le bailleur des fonds avait envoyé un expert pour évaluer la sensibilité aux conflits du projet Maji ya Amani.

Par ailleurs, le projet avait le mandat d'organiser un Forum pour la paix dans la Plaine de la Ruzizi pour célébrer la paix et la stabilité. Et, pour élargir ce cadre de promotion des consultations et dialogue pour la paix avec les groupes armés, le projet a organisé trois retraites sur la sécurité avec la participation de plusieurs leaders étatiques, de la société civile, communautaires et des groupes armés. Deux retraites ont eu lieu en 2019 à Kinshasa et à Murhesa au Sud-Kivu et la troisième à Murhesa encore en 2020. Les participants avaient pris et signé des engagements pour la paix, notamment le cessez-leu entre groupes armés, la sensibilisation des groupes armés étrangers pour le retour dans leurs pays respectifs et la démobilisation et désarmement des groupes armés locaux, même si, à l'heure actuelle ma mise en oeuvre de tous ces engagements ne se réalise pas encore.

***Q. Le projet a-t-il travaillé de manière participative et inclusive par rapport aux aspects de genre, minorités ethniques et tranche d'âge des jeunes (18-35 ans) ?***

Le projet Maji ya Amani s'est efforcé de travailler de manière participative et inclusive par rapport au genre, groupes ethniques et tranches d'âge. En effet, les populations bénéficiaires du projet sont constituées de plusieurs groupes ethniques (Bafuliru, Banyamulenge, Barundi, Batwa et les autres membres des groupes ethniques originaires d'ailleurs), des adultes et des jeunes (18-35 ans) identifiés au sein des différentes communautés de la zone cible.

Les femmes et les jeunes de tous les groupes ethniques ont aussi bénéficié des activités de formation et de l'inclusion dans d'autres activités, par exemple l'appui aux jeunes entrepreneurs, les dialogues communautaires des jeunes, la sensibilisation sur la lutte contre les violences basées sur le genre et la désignation à des postes de responsabilités dans les structures communautaires. On signale des cas où les femmes ont été élues parmi les responsables de gestion au sein du comité et des sous-comités d'eau de l'ACEP et des instances de prise de décision au sein de la cité (cas d'une femme chef d'avenue dans l'agglomération de Nyamugali).

***Q. Quelles pratiques auraient dues être abandonnées (et qu'est-ce qui aurait dû être fait autrement?)***

Parmi les pratiques constatées dans le projet Maji ya Amani qui auraient dû être abandonnées ou abordées autrement, il y a lieu de signaler les suivantes :

- Le travail isolé des membres du consortium avec faible synergie en tant qu'acteurs d'un même projet ;
- La faiblesse ou le manque de communication avec les bénéficiaires sur les changements apportés aux activités et aux prévisions du projet et les causes de ces changements ;
- La planification de réalisation des activités n'intégrant pas assez de participation ou de contribution des bénéficiaires aux coûts, et qui réduit l'appropriation des acquis ;
- L'insuffisance de l'encouragement de certaines structures locales comme les AVEC et les jeunes entrepreneurs à se constituer en réseaux ou en regroupements coopératifs pour le renforcement mutuel.

**2.3.7. Coordination et gestion du projet**

***Q. Quels sont les facteurs qui ont facilité ou rendu efficace la gestion du projet, et ceux qui ont rendu difficile ou inefficace la gestion du projet ?***

Parmi les facteurs qui ont rendu efficace la gestion du projet figurent, entre autres :

- le travail basé sur des work plans annuels adaptés selon l'évolution du travail antérieur et du contexte ;
- la capacité budgétaire élevée du projet pour soutenir la diversité d'activités et les adaptations selon les work plans ;
- la répartition claire des responsabilités de mise en œuvre des différentes composantes du projet entre les trois partenaires du consortium ;
- l'implantation du bureau du projet et du personnel de mise en œuvre sur le terrain plus près de la zone d'action du projet ;
- l'expérience des organisations membres du consortium en termes de procédures financières, administratives, logistiques et de sécurité.

Quant aux facteurs qui ont rendu difficile la gestion du projet, il y a lieu de citer:

- des difficultés de coordination, d'harmonisation et de communication sur terrain entre partenaires du consortium dans la mise en oeuvre de certaines activités ;

-le contexte fragile d'insécurité qui oblige à tenir compte des règles strictes pour les déplacements et à réduire parfois les heures de travail sur le terrain ;

- le contexte local des conflits et le besoin de sensibilité aux conflits qui retardent parfois des activités pour prendre le temps de négociations, d'explications ou de recherche d'inclusivité.

**Q. Le travail en consortium (IRC, SFCG et ZOA) a-t-il eu un impact positif ou négatif ? Comment ?**

Les éléments positifs constatés dans le travail en consortium au sein du projet Maji ya Amani sont, entre autres :

-Les échanges formels et informels réguliers et de proximité du fait de partager un même bureau du projet à Kamanyola ;

-l'expertise technique et de gestion que détient chacun des partenaires par rapport aux différentes composantes du projet( Search for Common Ground en matière de résolution des conflits et de médiation, ZOA en matière d'agriculture et des processus d'accès à la terre, IRC en matière d'eau potable, d'hygiène et assainissement) ;

- l'appui mutuel dans l'exécution de certaines activités et l'apprentissage mutuel entre les trois organisations aussi bien dans la complémentarité des actions que dans la conformité des procédures.

Par ailleurs, les éléments peu porteurs remarquables dans le fonctionnement en consortium au sein du projet Maji ya Amani sont notamment :

-des lenteurs de décision et d'exécution de certaines activités suite aux lourdeurs administratives et de procédures de certains partenaires, surtout au début du projet ;

- un faible niveau de coordination sur terrain entre les activités des différentes organisations et une communication non harmonisée avec les bénéficiaires induisant parfois des suspicions ou des accusations à l'endroit du personnel ou des organisations par les bénéficiaires.

**Q. Le travail avec les deux autres consortiums W4V et My FARM a-t-il eu un impact positif ou négatif ?**

Il est fait état de quelques rencontres de 'peer monitoring' et d'échanges d'expériences avec les deux consortiums W4V et My FARM. Toutefois, n'ayant pas eu de contact avec les responsables de ces consortiums au cours de l'évaluation, il est difficile d'affirmer quoi que ce soit sur l'impact de ces rencontres qui, au demeurant, semblent n'avoir pas été aussi régulières comme pensé au départ.

### **2.3. Vue synoptique des forces, faiblesses, opportunités et menaces du projet**

En considérant globalement l'analyse faite du projet Maji ya Amani sur base de ses réalisations, de ses résultats, de ses approches d'intervention, des changements qu'il a induits, de son mode de gestion et de son contexte de mise en œuvre (le milieu, les bénéficiaires et leurs structures locales), une vue synoptique de ses forces (succès et facteurs de succès internes), de ses faiblesses (facteurs défavorables internes), de ses opportunités (facteurs favorables externes) et de ses menaces (contraintes ou facteurs défavorables externes) peut être dégagée dans la matrice FFOM ci-dessous.

FORCES	FAIBLESSES
<p>-La grande pertinence du projet et son approche intégrée dues à sa nature d'un projet bâti sur des problèmes et des besoins réels identifiés grâce à des études de terrain et sur des hypothèses de départ fortes liant les questions d'accès et d'utilisation des ressources eau et terre, la gouvernance de ces ressources, les conflits sociaux et ethniques et la stabilité du groupement de Luberizi ;</p> <p>- le travail basé sur des work plans annuels adaptés selon l'évolution du travail antérieur et du contexte ;</p> <p>-La disponibilité d'un financement important, flexible et géré avec un accompagnement de proximité du bailleur de fonds qui se rendait régulièrement sur le terrain et pouvait ainsi mieux comprendre les demandes et les défis locaux, et prendre à temps des mesures pour préserver la continuité du projet ;</p> <p>-la répartition claire des responsabilités de mise en œuvre des différentes composantes du projet entre les trois partenaires du consortium ;</p> <p>-l'implantation du bureau du projet et du personnel de mise en œuvre sur le terrain plus près de la zone d'action du projet ;</p> <p>-l'expérience des organisations membres du consortium en termes de procédures financières, administratives, logistiques et de sécurité.</p> <p>-L'implication et la participation de tous les groupes ethniques (Bifuliru, Barundi, Banyamulenge, Batwa et les autres groupes vivant dans le groupement de Luberizi) et des deux chefs qui se disputent la direction du groupement dans la décision, la planification et la réalisation des activités du projet ;</p> <p>-La collaboration avec les autorités locales et territoriales et avec la plupart les leaders communautaires locaux ;</p> <p>- La mise en place et l'appui aux structures locales pour la réalisation des activités, l'appropriation du travail du projet et une préparation de la pérennisation des acquis</p>	<p>-Des difficultés de coordination, d'harmonisation et de communication sur terrain entre partenaires du consortium dans la mise en œuvre de certaines activités ;</p> <p>-La lenteur d'exécution de certains travaux par les entreprises contractées pour la réalisation</p> <p>-Des lenteurs et retards d'exécution dûs soit aux changements de programmation par les équipes du projet soit au temps de consultations et négociations avec les bénéficiaires ;</p> <p>- Absence ou faiblesse d'une participation communautaire suffisante des bénéficiaires dans la réalisation de certains travaux en leur faveur du fait de la planification faite par le projet, et en conséquence une faible appropriation de certaines réalisations par les bénéficiaires ;</p> <p>-La réalisation de certaines activités de manière superficielle sans souci d'impact comme par exemple les visites d'échanges ou d'apprentissage organisés pour les jeunes entrepreneurs de manière trop rapide sans tenir compte de leurs besoins d'apprentissage ;</p> <p>-De nombreux changements en cours de mise en œuvre face à des promesses données ou perçues par les bénéficiaires, et parfois sans communication claire, ce qui a alimenté des réclamations, des accusations, des suspicions et des moments de crise de confiance ;</p> <p>- La situation en fin de projet avec quelques promesses non encore tenues, des travaux non encore achevés et des certaines attentes non encore dissipées.</p> <p>- Faible complémentarité (moins de synergie) entre partenaires de mis en œuvre ;</p>

<p>- La réalisation des infrastructures longtemps désirées par la population locale et manquantes, (l'adduction d'eau et le système hydroagricole) répondant aux besoins primaires d'eau potable, d'hygiène, de santé et de production alimentaire ;</p> <p>-L'utilisation à des postes clés techniques ou de gestion sur terrain d'un personnel qualifié et compétent, motivé et parfois prêt à prendre des risques pour l'intérêt du projet ;</p> <p>-L'intégration dans le personnel du projet sur terrain, des ressortissants des principaux groupes ethniques présents dans le groupement de Luberizi ;</p> <p>-La démonstration du succès du projet par des réalisations à résultats et impact visibles en plus des infrastructures d'eau : titres fonciers ; bureaux ACEP, COOPAILU et Radio ; augmentation des rendements et production du riz ; crédits ; toilettes ; arbres plantés, etc.</p>	
<p><b>OPPORTUNITES</b></p>	<p><b>MENACES</b></p>
<p>-Un appui fort des autorités au niveau provincial (gouvernement provincial, Ministère provincial du Plan, Ministère provincial de l'Agriculture, Ministère provincial des Affaires Foncières, Coordination provinciale du STAREC, Inspection Provinciale de l'Agriculture Elevage et Pêche...), territorial et local, et des services techniques compétents de l'Etat ;</p> <p>-La réalisation du projet en consortium avec 3 grandes organisations (IRC, ZOA et Search for Common Ground) ayant des capacités et des expériences complémentaires qui ont permis d'aborder avec compétence les différents volets du projet tout en maintenant une certaine intégration ;</p> <p>-Le rayon géographique restreint de la zone du projet (groupement de Luberizi et quelques villages de la cité de Sange et de la chefferie des Bafuliru) ;</p>	<p>-L'attentisme de la population bénéficiaire suite à l'habitude des dons des interventions humanitaires et aux promesses faites au début du projet ;</p> <p>-Le contexte local de conflits multiformes (dualisme de pouvoir au niveau du groupement, conflits ethniques, conflits agriculteurs-éleveurs, conflits liés aux ressources naturelles) qui alimente énormément des préjugés et des suspicions ;</p> <p>-Le désœuvrement des jeunes dans le groupement de Luberizi qui a fait croire que le projet allait devenir 'le grand employeur pour tous' ;</p> <p>-La manipulation négative de la population par certains leaders communautaires ;</p> <p>-La prévalence des intérêts égoïstes de certains groupes locaux de pression ou d'action qui cherchaient à avoir un maximum d'avantages du projet ;</p>

<p>-L'accessibilité presque permanente par voie routière de la plupart des villages de la zone du projet ;</p> <p>- Le potentiel agricole et hydraulique important de la zone avec des terres fertiles et d'abondantes ressources en eau.</p>	<p>-La présence et l'activisme des groupes armés dans le milieu et l'insécurité y relative qui affecte les activités, le personnel et les biens du projet ;</p> <p>-La survenue de la pandémie de la COVID-19 depuis mars 2020 qui a ralenti la réalisation des activités ;</p>
---	---

### 3. GRANDES LEÇONS ET BONNES PRATIQUES TIREES DE L'EVALUATION DU PROJET

De nombreuses leçons peuvent être tirées de la riche expérience du projet Maji ya Amani dans la Plaine de la Ruzizi à travers ses différents volets : accès à la terre, accès à l'eau, accès aux opportunités économiques, santé de la reproduction et lutte contre les violences basées sur le genre. Tout au long du projet, différents rapports d'activités identifiaient des leçons importantes pour leur amélioration, et la revue à mi-parcours en avait aussi identifié d'autres. Certaines de ces leçons et bonnes pratiques ont été prises en compte pour l'amélioration du travail du projet.

A ce stade de fin de projet, la présente revue dégage six leçons globales qui peuvent inspirer la conception et la planification des projets futurs similaires au projet Maji ya Amani ou la mise en œuvre des interventions comparables en termes de contenu et/ou de contexte.

**Leçon 1 :** Une intervention de stabilisation et de développement dans un contexte de conflits communautaires tire grand profit de la réalisation préalable des études et analyses du contexte, des besoins et des conflits, et d'un monitoring continue de l'évolution des conflits, en vue de bâtir le projet sur des hypothèses et des stratégies solides et cohérentes susceptibles de garantir le succès de sa mise en œuvre, la production des changements espérés et la sensibilité aux conflits.

**Bonne pratique :** Réaliser la ou les études/analyses préalables de contexte, de besoins et de conflits avant l'élaboration d'un projet de stabilisation et de développement et accompagner celui-ci par un monitoring continue de l'évolution de la situation des conflits et des effets sur le projet.

**Leçon 2 :** Des réalisations visibles et à impact rapide répondant aux besoins essentiels de la communauté, tous groupes ethniques confondus, créent des occasions précieuses de rapprochement social, de cohésion intercommunautaire, de réduction des conflits et de stabilisation des milieux affectés par les conflits et les violences. Elles renforcent la confiance entre les communautés locales et les intervenants externes. C'est le cas par exemple des infrastructures de base comme celles d'eau dans le projet Maji ya Amani, de l'accès à la terre, des appuis en intrants et en crédit qui augmentent la production et la commercialisation agricole.

**Bonne pratique :** Prévoir dans le contenu des projets de stabilisation en contexte de conflits communautaires des interventions à résultats visibles comme des infrastructures de base ou des appuis économiques et sociales qui accroissent la production et les revenus ainsi que le bien-être social de manière rapide.

**Leçon 3 :** Une stratégie d'inclusivité des groupes sociaux et ethniques en présence et de répartition des avantages que procure le projet aux différentes franges de bénéficiaires ( différents villages, hommes/femmes ; adultes/jeunes) dans les différentes composantes d'un projet de stabilisation et de



développement permet de consolider la confiance par un sens d'équité et de neutralité favorable à la réussite du projet.

**Bonne pratique** : Dans les projets de stabilisation et de développement, tenir compte de l'inclusivité des différents groupes et sensibilités des bénéficiaires et inclure des critères permettant de mesurer cette inclusivité au niveau de la planification, de la mise en œuvre et du suivi-évaluation du projet.

**Leçon 4** : Le renforcement systémique et multiforme (formation, conseils, échanges d'expériences, appui en structuration, accompagnement dans l'acquisition d'un statut juridique, dotation de bureau et d'équipements...) des structures et organisations locales créées ou redynamisées en vue de la gestion des réalisations et de la pérennisation des acquis d'un projet de stabilisation ou de développement produit une solidité de ces structures pour la prise en charge de l'après-projet comparativement à un renforcement limité sur la formation seulement.

**Bonne pratique** : Dans les limites du budget disponible, prévoir un renforcement systémique des structures et organisations locales au lieu de la formation seulement en vue de leur préparation à la pérennisations des acquis du projet.

**Leçon 5** : Une collaboration agissante et ouverte avec les autorités locales, les leaders communautaires, les autorités étatiques de différents niveaux et les services techniques étatiques bâtie dès la conception du projet et qui est poursuivie pendant toute la mise en œuvre crée un capital de soutien nécessaire à la facilitation des actions et à la résolution des problèmes sociaux, administratifs et techniques que peut rencontrer le projet.

**Bonne pratique** : Rechercher l'implication et la collaboration avec les autorités et services étatiques , et avec les leaders du niveau local, intermédiaire et supérieur dès la conception du projet et maintenir cet élan tout le long du projet.

**Leçon 6** : Une bonne mise en œuvre de projet en consortium peut nécessiter, au-delà du partage clair des responsabilités entre organisations membres du consortium, la définition des obligations et exigences de coordination et d'harmonisation dans la planification des activités et dans la mise en œuvre sur terrain, ainsi qu'une certaine harmonisation des procédures administratives, financières, logistiques et sécuritaires en vue d'éviter les standards multiples et les lourdeurs de décision et d'opération dues aux différences de procédures entre les organisations.

**Bonne pratique** : Prévoir lors de la constitution d'un consortium, et surtout lors du démarrage du projet en consortium, la définition des obligations et exigences de coordination et d'harmonisation dans la planification des activités et dans la mise en œuvre sur terrain, ainsi qu'une certaine harmonisation des procédures administratives, financières, logistiques et sécuritaires.

## 4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

### 4.1. Conclusions qui ressortent de l'analyse des principaux critères d'évaluation

#### 1) De la pertinence du projet Maji ya Amani

Le projet Maji ya Amani est d'une très grande pertinence, il a répondu aux besoins et problèmes réels des communautés vivant dans la plaine de la Ruzizi et particulièrement dans le groupement de Luberizi : besoin d'accès et d'utilisation des ressources eau et terre, besoin d'amélioration de la gouvernance de ces ressources, besoin d'accroissement de production agricole et d'opportunités de

revenus, besoin de réduction des conflits liés à l'eau et à la terre, besoin d'augmentation de la cohésion sociale et d'accroissement de la stabilité du milieu de Luberizi. Du fait de l'ensemble des interventions pertinentes du projet, 78,9% des personnes interrogées, hommes et femmes de tous les groupes ethniques, dans le cadre de l'enquête finale, déclarent avoir confiance dans la stabilité future de leur milieu.

## **2) De l'efficacité du projet Maji ya Amani**

Le projet Maji ya Amani a réalisé de grands progrès dans le sens de ses objectifs. Le projet a beaucoup amélioré l'accès sûr et durable des ménages à la terre dans la zone irriguée et non irriguée (de 4,10% des ménages en début du projet à 40,8% de ménages de tous les groupes ethniques qui le confirment vers la fin du projet). L'accès des ménages à l'eau potable et à l'eau d'irrigation dans le groupement de Luberizi a connu un bond positif terrible du fait du projet (de 0,6% à 99,5% pour l'eau potable et de 1,0% à 91,2% pour l'eau d'irrigation, selon la perception des ménages bénéficiaires). Il y a une large perception parmi les ménages bénéficiaires selon laquelle les conflits en rapport avec l'accès et l'utilisation de l'eau ont diminué : 74,3% des ménages de différentes ethnies trouvent que les conflits liés à l'eau potable ont diminué et 80,5% des ménages le disent pour l'eau d'irrigation. Entretemps, 88,6% des ménages constatent que l'influence des femmes dans la gestion de l'eau a bien augmenté.

Il existe dans le milieu une démonstration du succès du projet par des réalisations à résultats et impact visibles telles que les infrastructures d'eau ; les titres fonciers octroyés aux groupes d'agriculteurs ; les bureaux ACEP, COOPAILU et Radio ; l'augmentation des rendements et de la production du riz ; les crédits ; les toilettes ; les arbres plantés... et tout ceci en plus des capacités renforcées des individus et des structures locales sur le plan technique, sur le plan de la gestion de leurs activités et de la facilitation des processus de résolution des conflits intra et intercommunautaires.

## **3) De l'efficience du projet Maji ya Amani**

Même si cette revue de fin de projet ne saurait se prononcer sur la qualité de l'utilisation des ressources financières du projet et l'efficience des coûts et de l'utilisation du budget par rapport aux objectifs du projet étant donné qu'elle n'a pas examiné les états financiers, il y a lieu de noter certains facteurs importants d'organisation et de stratégies du projet qui ont contribué à rendre plus économiques et mieux maîtrisables les réalisations du projet : la focalisation du projet sur un rayon géographique réduit et accessible ; la mise en place, la redynamisation et la responsabilisation des structures locales dans les activités ; la proximité du bureau et la présence sur terrain du staff du projet. Toutefois, le manque de contributions locales suffisantes dans la réalisation de certains travaux importants, des changements non consensuels de certaines activités et des retards d'exécution de certains travaux ont négativement affecté l'efficience du projet.

## **4) De l'impact du projet Maji ya Amani**

Le projet Maji ya Amani a induit incontestablement de vastes changements dans le milieu de Luberizi et de la plaine de la Ruzizi. L'analyse faite dans le cadre de cette évaluation a confirmé, à titre exemplatif : le renforcement de la cohésion sociale intra et intercommunautaire suite à la participation commune aux multiples activités du projet, à la réduction des conflits et à l'augmentation des activités économiques locales ; l'augmentation des connaissances et de l'application des pratiques agricoles améliorées par les agriculteurs ainsi que de la production agricole ; l'accroissement de la conscience communautaire sur l'insuffisance des ressources naturelles disponibles face à la pression démographique dans le groupement de Luberizi ; l'augmentation du nombre de personnes et des structures locales ayant des connaissances et des compétences en matière de médiation, de dialogue inclusif et de résolution des conflits liés à la GRN au sein de la communauté de Luberizi.

## **5) De la durabilité du projet Maji ya Amani**

La collaboration avec les leaders communautaires et les autorités et services techniques ainsi qu'avec les structures locales des bénéficiaires ont créé une appropriation de certains volets du projet comme la gestion de l'eau potable et de l'eau d'irrigation ainsi que la résolution des conflits fonciers. La capacité de certaines structures comme ACEP, COOPAILU, la Radio Sauti ya Amani est un facteur qui peut jouer positivement sur la pérennisation des aspects du projet qui les concernent. Par contre certaines autres structures locales associées au projet sont encore dans un état de faiblesse organisationnelle et matérielle qui ne garantit pas leur maintien et leur opérationnalité pour longtemps après le projet, c'est notamment le cas du CICF, des Brigades Scolaires d'hygiène, des Comités d'Action Communautaires et d'autres.

Pour renforcer la durabilité des acquis du projet, certains aspects du travail en voie d'achèvement et d'autres liés aux structures locales ont encore besoin de consolidation pour une certaine période au-delà de la fin du projet.

### **4.2. Conclusions particulières**

En définitive, la situation en fin de projet par rapport à la capitalisation sur l'expérience de celui-ci amène cette évaluation à 3 conclusions particulières et trois recommandations y relatives.

1) Le succès du projet en termes de réalisations et de changements induisant une réduction des conflits et une contribution importante à la stabilisation du groupement de Luberizi et de la plaine de la Ruzizi est évident mais il nécessite une consolidation au vu de la durée pas très longue de l'intervention (46 mois) dans un contexte fragile et variable qui a occasionné des modifications, des adaptations, des retards et des processus laborieux d'appropriation et de construction de confiance avec les communautés locales.

2) La stabilité sociale et économique dans un milieu longtemps affecté par les conflits comme la plaine de la Ruzizi requiert une forte appropriation par les individus, les structures locales et les communautés elles-mêmes de la dynamique de résolution des conflits et de la réalisation commune et inclusive des initiatives de développement. Ceci requiert la passation de l'expertise nécessaire au niveau local et l'approfondissement de celle-ci avec le concours des intervenants externes venus appuyer la stabilisation du milieu.

3) L'expérience du projet Maji ya Amani est assez significative en termes d'analyses, de stratégies, des pratiques de mise en œuvre et de leçons replicables au point qu'elle peut servir de base à un modèle d'intervention de stabilisation qui peut être étendu ailleurs dans la plaine de la Ruzizi et au-delà.

### **4.3. Recommandations**

Prenant appui sur les trois conclusions particulières ci-dessus, la présente évaluation formule les 3 recommandations suivantes que les organisations membres du consortium qui a mis en œuvre le projet (IRC, ZOA et Search for Common Ground), le bailleur des fonds et les partenaires locaux peuvent exploiter pour enrichir leurs interventions futures.

1) Envisager des mécanismes de consolidation du succès du projet au vu du contexte fragile de la plaine de la Ruzizi et de l'Est du pays en général notamment par l'achèvement des travaux en cours (canal d'irrigation, construction du bureau de la circonscription foncière, processus de protection et de

gestion du bassin versant, renforcement de ACEP et COOPAILU et d'autres ) et la projection des interventions futures susceptibles de renforcer et d'accroître les acquis de certains volets du projet Maji ya Amani.

2) Envisager des interventions post-projet de passation d'expertise et d'approfondissement de celle-ci auprès des individus clés (comme les leaders communautaires, les paysans innovateurs, les jeunes et les femmes) et des structures locales ayant collaboré avec le projet en matière de résolution des conflits et de réalisation commune et inclusive des initiatives de développement, notamment.

3) Envisager la replication de l'expérience du projet Maji ya Amani dans d'autres groupements ou localités sensibles de la plaine de la Ruzizi en utilisant les types d'activités intégrées, les stratégies d'intervention et l'accompagnement par des analyses et par des processus de résolution des conflits et de renforcement de cohésion sociale intra et intercommunautaire de manière à créer dans la plaine de la Ruzizi une sorte de "modèle Maji ya Amani de stabilisation communautaire" qui peut inspirer plus largement des interventions ailleurs dans le pays et hors du pays.

## **ANNEXES**

***1) Termes de référence de la endline***

***2) Liste des personnes/organisations consultées***

***3) Outils utilisés (questionnaire et guides entretien)***

***4) Tableau de base des données de l'enquête ménages***

***5) Tableaux d'analyses des résultats de l'enquête.***